

2014

# ÉTUDES DE L'IRSEM

Numéro 34



## OPINION PUBLIQUE ET ARMEES A L'ÉPREUVE DE LA GUERRE EN AFGHANISTAN

Barbara JANKOWSKI



# OPINION PUBLIQUE ET ARMEES A L'EPREUVE DE LA GUERRE EN AFGHANISTAN

Barbara JANKOWSKI  
*Responsable de Programme, Pôle Défense et Société à l'IRSEM*

Février 2014

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs.  
Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la défense.

**Pour citer cette étude :**

Barbara Jankowski, *Opinion publique et armées : à l'épreuve de la guerre en Afghanistan*, Etude de l'IRSEM n°32, février 2014

➤ **DERNIERES ETUDES DE L'IRSEM**


- 33- La puissance russe au Moyen-Orient : Retour ou déclin inéluctable ?  
**Clément Therme**
  
- 32- Les stratégies du *smart power* américain : Redéfinir le leadership dans un monde post-américain  
**Maya Kandel et Maud Quessard-Salvaing (dir.)**
  
- 31- L'action extérieure de l'Europe à l'épreuve de l'Egypte et de l'Afrique  
**Dr. Chantal Lavallée**
  
- 30- Accès aux espaces communs et grandes stratégies : vers un nouveau jeu mondial  
**Frédéric Ramel**
  
- 29- Etats-Unis : quelle transition stratégique ? La politique de défense sous Obama entre dynamiques internes et évolutions internationales  
**Maya Kandel (dir.)**
  
- 28- La Turquie au Moyen-Orient : l'apprentissage de la puissance  
**Gilles Riaux (dir.)**
  
- 27- Réflexions sur la crise libyenne  
**Pierre Razoux (dir.)**
  
- 26- Francophonie et profondeur stratégique  
**Niagalé Bagayoko et Frédéric Ramel (dir.)**
  
- 25- Les défis stratégiques africains : exploration des racines de la conflictualité en Afrique centrale  
**Amandine Gnanguênon (dir.)**
  
- 24- Les défis stratégiques africains : exploration des racines de la conflictualité en Afrique de l'Est  
**Amandine Gnanguênon (dir.)**
  
- 23- Défense européenne et information des citoyens  
**GCA (2S) Jean-Paul Perruche**

➤ **PRESENTATION DE L'IRSEM**


L'institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire a pour vocation de publier des études sur les questions de défense, à encourager une nouvelle génération de chercheurs et à mettre en valeur la recherche stratégique française à l'international.

L'institut soutient et anime ainsi un réseau de jeunes chercheurs doctorants et post-doctorants, et participe à l'enseignement militaire supérieur.

L'ensemble de ses productions et de ses activités peut être suivi sur :

 : [www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)

 : <http://tinyurl.com/ke3p8l7>

 : @IRSEM1

 : <http://tinyurl.com/nr8qkz8>

➤ **BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR**

Barbara Jankowski est chercheur à l'IRSEM et responsable de programme dans le domaine d'étude Défense et société depuis 2009. Auparavant, elle a dirigé la recherche au Centre d'études en Sciences Sociales de la Défense (C2SD) entre 1995 et 2009. Elle travaille sur les relations entre le pouvoir politique et les militaires, l'opinion publique et la défense, les jeunes et les armées.

➤ **SOMMAIRE**

Synthèse .....	6
Introduction.....	8
Les troupes de l'OTAN en Afghanistan.....	10
L'opinion publique et la guerre en Afghanistan.....	13
Les failles des récits justifiant l'intervention.....	20
L'impact des pertes militaires .....	34
Les relations armées-société à l'épreuve de la guerre .....	40
Conclusion .....	43

### ■ SYNTHÈSE

*Mots-clefs : opinion publique, récits, contre-récits, soutien, guerre, armées*

D'après les sondages réalisés très régulièrement, les Français ont une image positive des militaires et font confiance à l'armée. Les militaires de leur côté, perçoivent une indifférence de la part des civils quant à leur sort. L'étude *Opinion publique et armées à l'épreuve de la guerre en Afghanistan* tente d'expliquer ce paradoxe. Il est ici question d'analyser le processus de construction de l'opinion publique et les raisons de son évolution en prenant l'exemple de la guerre en Afghanistan.

Après un retour sur les différentes phases de la guerre en Afghanistan, l'étude constate que, s'il existe des évolutions de l'opinion publique communes aux principaux pays de l'Alliance, chaque pays présente des particularités. Cette étude s'attache donc à expliquer les raisons qui ont conduit à une baisse inéluctable du soutien des Français alors même que la France présentait certaines caractéristiques la distinguant des autres pays européens participant à la coalition. Ces caractéristiques auraient du engendrer un soutien de l'opinion plus persistant.

Après quelques décennies d'études conduites sur les facteurs qui contribuent à l'érosion du soutien de l'opinion publique à une intervention militaire, il s'est avéré qu'il n'y a pas de cause unique qui explique l'impopularité lorsqu'elle se manifeste. La déconvenue de l'opinion est un phénomène provoqué par des facteurs en interaction les uns avec les autres.

Deux dimensions sont examinées dans cette étude : les récits justifiant l'intervention et les pertes militaires, l'une et l'autre étant considérées, dans la littérature scientifique anglo-saxonne, comme des facteurs à prendre en compte dans l'analyse de l'évolution des opinions publiques envers un conflit dans lequel des militaires de leur pays sont impliqués.

Les *narratives* ou récits officiels, relayés par les médias, sont les instruments de la diffusion des arguments qui légitiment l'intervention. Ils sont fondamentalement orientés vers l'opinion publique. En concourant à justifier la guerre, ils devraient permettre de prévenir la désaffection de l'opinion, surtout au moment où les pertes deviennent trop importantes ou lorsque le succès n'est plus certain. L'analyse des récits justifiant la guerre en Afghanistan en France montre que ces derniers ont été déficients. Ils ont insuffisamment tenu compte de l'évolution du conflit et n'ont pas su expliquer à l'opinion publique pourquoi l'intervention devenait de plus en plus belliqueuse. D'autre part, ces récits n'ont pas démontré les progrès accomplis malgré les pertes humaines subies, ce qui est fondamental pour le maintien d'une opinion publique favorable. De plus, le terme de « guerre » a été très lent à s'intégrer aux récits, ce qui les rendait incohérents avec la réalité sur le terrain perçue par l'opinion publique à travers les médias. Ainsi les contre-récits des opposants à l'intervention ont mieux trouvé leur place face à des Français de moins en moins convaincus que la situation en Afghanistan touchait directement les intérêts et les valeurs françaises. Cette dynamique a participé du rejet progressif de cette guerre.

Le rôle joué par les pertes militaires a été quelque peu relativisé depuis des études récentes sur les cas de la guerre en Irak et en Afghanistan. A elles seules, les pertes n'expliquent pas la baisse du soutien de l'opinion, mais elles sont d'autant moins bien tolérées que les objectifs à atteindre sont

mis en échec et que le succès s'avère inaccessible. Si habituellement on considère les pertes militaires surtout sous l'angle de leur effet sur la décision de retrait des troupes car elles contribuent à rendre l'intervention impopulaire, le cas français met en évidence un autre phénomène jusqu'à présent négligé dans les études sur l'impact des pertes : ce ne sont pas les pertes en elles-mêmes mais leur traitement médiatique insuffisant qui, joint au désintérêt de l'opinion publique, a eu des effets négatifs. La France est confrontée à une situation contradictoire dans laquelle même si l'image des armées n'a jamais été aussi positive, les militaires considèrent que leurs concitoyens sont indifférents à leur sort et cela est particulièrement préoccupant quand les militaires meurent au combat.

La guerre en Afghanistan a révélé une faille potentielle entre la société et son armée. Elle a contribué à ancrer chez les militaires le sentiment de leur non-reconnaissance. Si on peut aisément envisager que le temps de paix éloigne les individus de la préoccupation d'avoir à défendre les valeurs et les intérêts de la nation, on aurait pu imaginer que la guerre rapprocherait civils et militaires.

Les morts au combat, en plus de la douleur qu'ils provoquent au sein des familles et des régiments qui subissent les pertes, peuvent avoir un effet nuisible sur la confiance, un sentiment fondamental entre les militaires et la société qu'ils défendent. Une telle déficience porte en elle les germes d'un confinement moral.

La guerre d'Afghanistan sert donc d'exemple pour expliquer l'évolution de l'opinion publique en parallèle à l'évolution d'une opération extérieure. C'est aussi un bon exemple de l'importance des récits des responsables politiques et des médias pour conserver le soutien de l'opinion publique et le moral des armées.



## ■ INTRODUCTION

Les responsables politiques des pays démocratiques ne peuvent plus décider d'une intervention militaire, ni surtout la poursuivre, sans prendre en compte l'attitude de l'opinion publique<sup>1</sup>. Les recherches anglo-saxonnes sur l'influence de l'opinion s'accordent au moins sur ce point : l'opinion publique contraint la politique étrangère, même si elle ne la dicte pas<sup>2</sup>. Une fois cette assertion formulée, il reste à expliquer comment se construit le soutien de l'opinion et pourquoi il évolue au fil du temps. C'est l'objet de cette étude, à partir du cas de l'opinion publique française et de la guerre en Afghanistan<sup>3</sup>.

Les rapports entre guerre et opinion publique ont fait l'objet de nombreuses recherches depuis une cinquantaine d'années, auxquelles il sera fait référence. Cependant, l'objectif de cette étude n'est pas tant de prendre part au débat théorique que d'analyser les relations entre les armées et la société à l'épreuve de cette guerre et d'appliquer au cas français des problématiques en vigueur dans les études réalisées sur l'opinion publique et la guerre à l'étranger. Si l'étude traite du cas français, il est toutefois fait référence d'une part aux tendances manifestées par les opinions publiques d'autres pays européens et d'autre part, à la littérature scientifique sur ces thématiques, principalement anglo-saxonne.

Concernant la méthodologie, l'analyse qui suit se fonde sur des données issues de plusieurs sources : premièrement, en ce qui concerne les discours officiels, il s'agit des discours de politique étrangère, des communiqués et discours en l'honneur des soldats morts, ainsi que des communiqués de presse concernant l'intervention en Afghanistan. Les rapports parlementaires et les articles de presse ont été utilisés pour étudier les récits des opposants à la guerre. Une base de données collectant des articles issus de cinq quotidiens nationaux a été constituée<sup>4</sup>, contenant 2156 articles couvrant une période comprise entre 2001 et 2011.

Pour l'analyse de l'opinion des Français, seuls des sondages publics ont été utilisés. Travailler à partir de sondages d'opinion pose des problèmes méthodologiques supplémentaires lorsqu'on veut rendre

---

<sup>1</sup> Cf. Jon WESTERN : Si les élites ne prennent pas les décisions d'usage de la force par référendum, elles sont néanmoins sensibles à l'attitude de l'opinion publique sur les questions liées aux interventions militaires, "The War over Iraq: Selling War to the American Public." *Security Studies*, 2005, vol. 14, n° 1, p. 107.

<sup>2</sup> Cf. Paul BURNSTEIN, « The Impact of Public Opinion on Public Policy: a Review and an Agenda », *Political Research Quarterly*, vol. 56, n°1, (March 2003); p. 29-40; Richard V. EICHENBERG, « Citizen Opinion on Foreign Policy and World Politics », *Oxford Handbooks Online*. 2009-09-02. Oxford University Press. Date of access 11 Mar. 2013, <https://www-oxfordhandbooks-com.acces-distant.sciences-po.fr/view/10.1093/oxfordhb/9780199270125.001.0001/oxfordhb-9780199270125-e-020> ; Philip EVERTS and Pierangelo ISERNIA (ed.), *Public Opinion and the International Use of Force*, Routledge/ECPR, 2001 ; Richard SOBEL, *The Impact of Public Opinion on U.S. Foreign Policy Since Vietnam*, Oxford University Press, 2001.

<sup>3</sup> Cette étude est le fruit de quatre années de travaux sur l'opinion publique française face aux interventions militaires conduits en partie au sein d'un réseau scientifique regroupant des chercheurs européens, l'*European Research Group on Armed Forces and Society* (ERGOMAS) et plus particulièrement dans le cadre du groupe de travail sur l'opinion publique animé par Marjan MALESIC, professeur à l'Université de Ljubljana en Slovénie. Elle s'est consolidée au fil des communications préparées pour des colloques scientifiques comme ceux de l'*International Studies Association* (ISA) ou de l'*Inter-University Seminar on Armed Forces and Society* (IUS) ou pour des séminaires *ad hoc* comme celui organisé par Sarah TRAVIS à l'Université de Reading, au Royaume-Uni, en septembre 2012. Le détail des précédentes publications et communications figure dans la bibliographie.

<sup>4</sup> Les quotidiens sont : *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *Les Echos*, *Aujourd'hui en France*.

compte des évolutions dans la durée. On ne peut faire de comparaison dans le temps que si les questions posées sont strictement identiques, ce qui n'est pas toujours le cas. Le soutien de l'opinion à l'intervention militaire en Afghanistan peut être mesuré en posant des questions très différentes : êtes-vous favorable au déploiement de l'OTAN en Afghanistan ? Etes-vous d'accord avec l'envoi de troupes supplémentaires ? Pensez-vous que les Etats-Unis et l'OTAN devraient maintenir des troupes en Afghanistan jusqu'à ce que la situation soit stabilisée ? Les réponses à ces questions mesurent toutes le soutien à l'intervention mais n'ont pas la même signification<sup>5</sup>. Les baromètres, qui répètent des questions similaires à intervalles réguliers sont plus fiables que les réponses à des questions circonstancielles, mais ils sont rares.

Après un bref rappel du déroulement de l'intervention militaire en partie 1, on présentera, dans la partie 2, l'attitude de l'opinion publique en France vis-à-vis des interventions militaires en général ainsi que l'évolution de l'opinion au cours des treize années de présence française en Afghanistan. Dans un deuxième temps, on analysera les raisons qui ont pu contribuer à la baisse du soutien de l'opinion publique à une intervention militaire, et dont les causes ont fait l'objet de nombreux travaux de recherche outre-Atlantique depuis la guerre au Vietnam. Au fil du temps l'accent a été mis sur certaines causes aux dépens d'autres. On examinera successivement deux variables : premièrement, les *narratives*, récits qui justifient une décision de politique publique, dont le rôle a été mis en lumière ces dernières années. La partie 3 rend compte des récits qui ont justifié l'intervention militaire en Afghanistan et explique leurs failles. Deuxièmement, les pertes militaires, car c'est la cause la plus communément invoquée lorsqu'on s'interroge sur la baisse du soutien de l'opinion publique à une guerre. L'impact des pertes sera examiné dans la partie 4. Pour terminer on s'interrogera sur les conséquences de la guerre en Afghanistan sur les relations armées-société en France.

---

<sup>5</sup> L'article de EVERTS et SINNOTT (2002) explique comment les variations dans la formulation des questions, si elles sont bien interprétées, peuvent mettre à jour des nuances très révélatrices de l'attitude de l'opinion.

## ■ LES TROUPES DE L'OTAN EN AFGHANISTAN

Un rappel du contexte général dans lequel s'est déroulée l'intervention des troupes françaises permettra de situer l'évolution de l'opinion publique. Ce conflit a mobilisé un très grand nombre de pays, pendant une durée exceptionnellement longue comparée aux conflits du XXe siècle et il a changé de nature à plusieurs reprises.

Jusqu'à 50 nations ont été engagées au sein de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité : les 28 pays de l'OTAN et d'autres comme la Suède, l'Australie, la Corée du Sud ou la Nouvelle-Zélande. L'engagement des pays n'a pas été de même nature, non seulement du fait du volume des troupes mises à disposition, mais aussi parce que l'envoi de militaires dans des opérations extérieures ne revêt pas la même signification selon les pays. Celle-ci dépend de l'histoire et de la perception des menaces à la sécurité. Des pays comme la France ou le Royaume-Uni ont une longue expérience des opérations extérieures. En Allemagne, une telle pratique est très récente et n'a été autorisée par la Constitution qu'en 1994.

La FIAS a réuni des pays fortement contributeurs (États-Unis, Royaume-Uni) et des nations qui ont accru leur effort au cours des dernières années de l'intervention. On songe à la Roumanie dont le contingent est passé de 750 à 1664 soldats ou à la Pologne qui a envoyé jusqu'à 2500 soldats tout en ayant à faire face à une opinion très hostile.

### I. L'ÉVOLUTION DE LA MISSION SUR LE TERRAIN

L'intervention militaire de la FIAS en Afghanistan s'achèvera en 2014. Elle aura duré un peu plus de treize ans. Elle a commencé fin 2001 par le déploiement de quelques milliers de soldats sur le terrain et a culminé par la présence d'une force alliée de près de 140 000 militaires en 2011. Les rapports de forces sur le terrain, dont le volume des troupes est un indicateur, ne constituent pas l'unique clé de compréhension des variations de l'attitude de l'opinion publique mais il est indispensable de les avoir en mémoire.

#### 1. 2001-2002

Fin 2001, suite au vote d'une résolution de l'ONU, les États-Unis et leurs alliés interviennent militairement en Afghanistan en réaction à l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 sur les tours du World Trade Center et le Pentagone<sup>6</sup>. Cette intervention comprend deux opérations distinctes : l'opération *Enduring Freedom* (OEF), sous commandement américain, à laquelle participent la marine et l'aviation françaises et, à partir de décembre 2001, celle de la FIAS, dont le mandat est « *d'aider l'Autorité intérimaire afghane à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs, de telle sorte que l'Autorité intérimaire afghane et le personnel des Nations Unies puissent travailler dans un*

---

<sup>6</sup> Résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'ONU, votée le 28 septembre 2001, autorisant les Etats, dans le cadre de la légitime défense individuelle ou collective, à agir pour prévenir les actes terroristes.

*environnement sûr*<sup>7</sup>. En 2002, 5000 soldats alliés étaient déployés en Afghanistan, dont 530 militaires français, principalement à Kaboul et dans ses environs.

### 2. 2003-2007

En août 2003, l'OTAN prend la tête des forces alliées en Afghanistan, dont le commandement était assuré jusqu'alors par un pays qui changeait tous les six mois<sup>8</sup>. En octobre 2003, le Conseil de sécurité de l'ONU autorise l'expansion de la mission de l'OTAN au-delà de Kaboul. Cette extension géographique prendra trois ans en commençant par le Nord du pays et en s'achevant par le Sud. En octobre 2006, la FIAS est déployée sur tout le territoire. Les effectifs passent de 10 000 militaires en 2005 à 43 000 en 2007. A compter de 2005-2006, l'insurrection renaît avec force et les violences se multiplient. Autre fait d'importance dans cette période : en mars 2003, les Américains interviennent en Irak.

### 3. 2008-2010

Cette période connaît de profonds changements. En décembre 2009, le président Barack Obama annonce une révision de la stratégie militaire, en débat depuis plusieurs mois dans les médias. Les sondages d'opinion montrent qu'une large majorité de personnes au Royaume-Uni, en France, en Allemagne ou en Italie s'oppose à l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan. Malgré cela, les forces alliées accroissent considérablement leurs effectifs: 43 000 hommes en février 2008, 86 000 en octobre 2009, 132 000 en 2010.

### 4. 2011-2014

Les effectifs de la FIAS culminent début 2011 avec 140 000 militaires engagés sur le terrain, au moment où s'amorce le processus de transition vers un transfert complet de la prise en charge de la sécurité du pays par l'armée afghane, qui se concrétise notamment par le début du retrait des troupes de la FIAS à compter de juillet 2011. L'essentiel des troupes françaises est retiré fin 2012. Fin 2013, il restait 500 militaires français dont la mission principale est le commandement de l'aéroport de Kaboul, le fonctionnement de l'hôpital militaire de campagne français et des missions de formation<sup>9</sup> ; 75 000 militaires de la FIAS assurant la formation de l'armée afghane et le rapatriement des matériels.

---

<sup>7</sup> Résolution 1386 du Conseil des Nations Unies, adoptée le 20 décembre 2001.

<sup>8</sup> Ce cycle de rotations nationales de six mois aura vu se succéder le Royaume-Uni, la Turquie, l'Allemagne et les Pays-Bas.

<sup>9</sup> Source : site de l'état-major des armées : <http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/actualites/afghanistan-le-general-taprest-accueille-la-releve-pamir-du-contingent-francais>, consulté le 4 décembre 2013.

## II. LES PERTES MILITAIRES

Après quelques années sans pertes militaires significatives, le nombre de morts a augmenté fortement à la fin de l'année 2006 et la hausse s'est accentuée au cours des cinq années suivantes, avec un nombre de décès chaque année supérieur à l'année précédente : 191 morts en 2006, soit trois fois plus qu'en 2004, mais surtout 295 en 2008, puis 521 en 2009 et 711 en 2010. Les Américains ont perdu cinq fois plus de soldats en 2010 qu'en 2006, le Royaume-Uni et la France, trois fois plus. Après le pic observé en 2010, les pertes ont diminué : 566 morts en 2011, 402 en 2012 et 160 en 2013. Cette évolution des pertes est liée aux rapports de forces, à l'intensité des combats sur le terrain, et aux stratégies des insurgés<sup>10</sup>.

Au total, à la fin de l'année 2013, la guerre en Afghanistan aura fait 3414 morts et 32 700 blessés<sup>11</sup>. Fin 2013, les six pays qui avaient perdu le plus grand nombre de soldats sont les États-Unis (2306), le Royaume-Uni (447), le Canada (158), la France (89<sup>12</sup>), l'Allemagne (54) et le Danemark (43). Si les pertes sont liées au volume des troupes engagées, certains pays ont payé un prix élevé proportionnellement à leurs effectifs. Tel est le cas de la Pologne ou du Danemark.

Les armées françaises ont déployé 4000 militaires à partir de 2010<sup>13</sup>. Du fait que les militaires français sont envoyés pour des durées de deux à six mois<sup>14</sup>, plus de soixante mille soldats ont été déployés en Afghanistan, nombre d'entre eux à plusieurs reprises. Les forces armées françaises ont eu à déplorer 89 décès, dont 10 officiers auxquels s'ajoutent plus de 700 blessés.

Comment l'opinion publique française comparée à celle d'autres pays alliés, a-t-elle perçu l'intervention militaire de la FIAS ? Afin de mieux comprendre le phénomène et son évolution, il n'est pas inutile de préciser comment les Français considèrent les interventions militaires en règle générale et quelle est leur perception de l'institution militaire.

---

<sup>10</sup> Pour être plus précis, il aurait fallu disposer des ratios nombre de morts/effectif militaire sur le terrain année par année.

<sup>11</sup> Source : i.casualties, <http://icasualties.org/>, 10 janvier 2014.

<sup>12</sup> Source : <http://www.defense.gouv.fr/operations/afghanistan/in-memoriam/in-memoriam>, 11 février 2014. Les chiffres du site du ministère de la défense et ceux du site i.casualties concernant la France ne concordent pas. Sont citées les données du ministère de la défense. Pour les autres pays, les données sont celles du site Internet de i.casualties, op.cit.

<sup>13</sup> Ces chiffres incluent les effectifs de l'OEF, y compris ceux des bâtiments de la marine.

<sup>14</sup> Les pilotes étaient déployés 2 mois, les troupes au sol, 4 mois entre 2001 et 2008 puis 6 mois à compter de la fin 2008 pour disposer de troupes plus aguerries.

## ■ L'OPINION PUBLIQUE ET LA GUERRE EN AFGHANISTAN

En France, les relations entre les militaires et la société sont positives. Les militaires sont bien perçus et les Français soutiennent les interventions extérieures, quelle qu'en soit la nature. C'est dans ce contexte favorable que prend place l'intervention en Afghanistan.

### I. EN FRANCE, IMAGE POSITIVE DES ARMEES ET CONSENSUS SUR LES OPEX

On dispose de deux outils pour évaluer l'état d'esprit de l'opinion vis-à-vis de l'institution militaire : les sondages sur l'image des armées et les enquêtes réalisées à l'occasion de chaque intervention extérieure. Dans les deux cas, la perception des Français est très favorable.

#### 1. Une image positive de l'armée dans la société française

L'image des militaires auprès des Français n'a jamais été aussi positive qu'aujourd'hui. Dans le sillage de la guerre d'Algérie, l'armée française était « en crise » et les militaires étaient isolés<sup>15</sup>. Aujourd'hui, la légitimité de l'institution et le haut niveau de soutien de l'opinion frappent en comparaison. Les vingt-cinq dernières années ont permis la construction d'une relation forte et confiante entre les forces armées et la nation.

Depuis 1990, les armées ont acquis une très bonne réputation. L'image de l'institution n'a cessé de s'améliorer : au début des années 1980, 65% des Français avaient une bonne image des armées. Entre 1990 et la fin des années 2000, le pourcentage de Français ayant une bonne image des armées est passé de 74% en 1990 à 87% en 2008. En 2013, 80% des sondés avaient une image positive des armées, 72 % d'entre eux estimant que les armées étaient capables d'assurer la sécurité du pays, 70% trouvant les militaires efficaces.

Les armées représentent l'institution dans laquelle 91% des Français déclarent avoir confiance<sup>16</sup>, un score de 10 points supérieur à celui de 2008. Les Français ont plus confiance dans l'armée que dans la police (78% de confiance) et la justice, en nette régression ces dernières années (seulement 54 % des Français interrogés ont confiance dans la justice en 2013 contre 63% en 2008), ce qui semble être à l'opposé de ce qu'on observe au Royaume-Uni.

Selon un autre baromètre, dans lequel on demande aux sondés de classer douze institutions selon le degré de confiance qu'ils leur accordent, l'armée arrive en deuxième position, avec 74% de confiance, juste après les hôpitaux (79%) et avant la police (68%) et l'école (67%)<sup>17</sup>.

Les opérations extérieures ont probablement beaucoup contribué à améliorer l'image des militaires aux yeux du public en leur donnant une visibilité et en mettant en avant leur professionnalisme.

---

<sup>15</sup> Raoul Girardet (1964).

<sup>16</sup> Baromètre Les Français et la défense, DICOD, 2013.

<sup>17</sup> Baromètre de la confiance politique. Vague 5. Janvier 2014. Opinionway. CEVIPOF/SciencesPo.

### 2. Les Français favorables aux interventions militaires

Depuis plus de vingt ans que les opérations extérieures se sont multipliées, la majorité des Français s'est toujours montrée favorable aux interventions militaires dans lesquelles sont engagées les armées. Natalie La Balme l'avait déjà relevé dans son ouvrage à propos des interventions militaires des années 1990<sup>18</sup> et la tendance ne s'est pas démentie depuis. En 2008, au moment où l'opinion a basculé au sujet de l'intervention en Afghanistan (55% de Français contre et 45% favorables), les Français étaient majoritairement en faveur de l'engagement au Darfour (55%) et au Kosovo (58%)<sup>19</sup>.

Plus récemment, en mars 2011, 66% des Français étaient favorables à l'intervention en Libye<sup>20</sup>. Un sondage à propos de l'intervention militaire au Mali montrait que 75% des Français l'approuvaient alors même qu'on était début 2013 et que les troupes venaient de rentrer d'Afghanistan<sup>21</sup>. Jamais une intervention militaire n'a été aussi soutenue. En comparaison, l'intervention militaire en Afghanistan était soutenue par 55% des Français à son début.

En 2014, 64% des Français soutenaient l'intervention militaire au Mali et 65% estimaient efficace l'intervention en RCA. Une très large proportion (80%) des Français pensait que la France a le mérite d'être un des pays qui intervient là où la situation est difficile.

Cette approbation s'exprime quelle que soit l'appartenance politique ou la catégorie socioprofessionnelle des sondés, avec des nuances certes<sup>22</sup>, mais pas de nature à fragiliser le consensus, qui s'est reformé au sujet de l'intervention au Mali après que l'intervention en Afghanistan l'ait mis à mal.

La légitimité de l'emploi des forces armées dans des interventions militaires en dehors des frontières est donc solide en France et les Français adhèrent à celles-ci de manière constante depuis le début des années 1990. Cette dimension caractérise la France et la distingue de nombre de ses alliés. Les Allemands sont réticents à l'envoi de leurs troupes à l'étranger et les troupes allemandes ont reçu un mandat très strict avec des règles d'engagement largement en-deçà de celles élaborées pour leurs troupes par les autres pays présents en Afghanistan. En mai 2010, le président de la République a dû démissionner en raison d'un discours controversé dans lequel il avait déclaré que, dans certaines circonstances, un engagement militaire pouvait être nécessaire pour protéger les intérêts de la nation comme ses routes commerciales ou pour empêcher l'instabilité dans certaines régions du monde, menaçant à terme les emplois nationaux. Les Allemands ont interprété cet argument comme une justification de la guerre en Afghanistan au nom d'intérêts économiques, ce à quoi ils s'opposent en raison de leur histoire.

Les Polonais se sont montrés opposés à la participation de leurs troupes à la guerre en Irak et lorsque les troupes en ont été retirées en 2008, après un changement de majorité, le soutien à la présence

<sup>18</sup> Natalie LA BALME, *Partir en guerre, décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Editions Autrement, 2002, p. 36.

<sup>19</sup> Sondage IFOP pour Dimanche Ouest France, Les Français et l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan, 4 avril 2008.

<sup>20</sup> Sondage IFOP Sud-Ouest Dimanche, les Français et l'intervention militaire au Mali avec rappel des résultats pour l'intervention en Libye. [http://www.ifop.com/?option=com\\_publication&type=poll&id=2124](http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=2124)

<sup>21</sup> Sondage BVA publié le 16 janvier 2013 : les Français et l'intervention militaire au Mali.

<sup>22</sup> 82% chez les sympathisants de gauche, 69% chez les sympathisants de droite, 75% au total. Sondage BVA, op. cit.

militaire en Afghanistan ne s'est pas amélioré, bien au contraire. L'opération a été perçue en Pologne comme le prix à payer pour l'intégration à l'OTAN. Les forces armées canadiennes ont une tradition de participation à des opérations de maintien de la paix et jusqu'au 11 septembre 2001, la plupart des Canadiens considéraient leurs militaires comme des soldats de la paix. Le Canada a dû retirer ses troupes combattantes à la fin 2011, bien avant les autres nations et aujourd'hui, une majorité de Canadiens souhaite que leurs soldats ne participent plus qu'à des opérations de maintien de la paix.

## II. LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPEENNES ET LE SOUTIEN A L'INTERVENTION EN AFGHANISTAN

Comment a été perçue l'intervention militaire dans les principaux pays européens contributeurs de la FIAS ? Au tout début de l'opération, une majorité de l'opinion publique des pays participant à la FIAS soutenait l'opération militaire perçue comme légitime, du moins dans les démocraties occidentales, puisqu'il s'agissait de répondre à l'attaque du 11 septembre 2001 et d'en empêcher de nouvelles. Début 2003, quand les Etats-Unis ont décidé d'intervenir en Irak, décision très controversée dans beaucoup de pays et à laquelle les Français se sont massivement opposés, l'Afghanistan est passé au second plan politique et médiatique, notamment en France. Par ailleurs, jusqu'en 2005, la population afghane soutenait la coalition.

La fin 2008 marque un tournant : les sondages d'opinion dans les pays européens qui apportent une contribution militaire et une aide au développement à l'Afghanistan – notamment le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas et la France – indiquent que le soutien dont bénéficie la mission s'émousse et que le public a le sentiment croissant que l'entreprise est vouée à l'échec<sup>23</sup>.

Des sondages réalisés tous les ans entre 2007 et 2011 sur l'attitude à l'égard de l'intervention en Afghanistan permettent de comparer l'adhésion des opinions publiques de plusieurs pays. La question posée était la suivante<sup>24</sup> : « Pensez-vous que les Etats-Unis et l'OTAN devraient maintenir des troupes en Afghanistan jusqu'à ce que la situation se stabilise ou pensez-vous qu'ils devraient retirer leurs troupes dès que possible? ». Les réponses en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Pologne, en Espagne, aux Etats-Unis et en Turquie sont contrastées mais présentent quelques points communs :

- Dès 2007, à l'exception des Etats-Unis et du Royaume-Uni, le pourcentage de personnes opposées au maintien des troupes en Afghanistan est plus élevé que celui des personnes favorables : c'est le cas de la France, de l'Allemagne mais surtout de l'Espagne et de la Pologne où les pourcentages de personnes qui pensent qu'il est préférable de maintenir les troupes de l'OTAN plutôt que de les retirer sont très faibles. Les Turcs sont encore plus nombreux à vouloir le retrait des troupes de l'OTAN (75%), et sont très proches des

<sup>23</sup> Fabrice POTHIER : *Gagner les cœurs et les esprits des Européens à propos de l'Afghanistan*, Europe Carnegie, 10 Octobre 2008, <http://carnegieeurope.eu/2008/10/10/gagner-les-coeurs-et-les-esprits-des-europ%C3%A9ens-%C3%A0-propos-de-l-afghanistan/czcx?reloadFlag=1>

<sup>24</sup> <http://www.pewglobal.org/2009/08/31/few-in-nato-want-more-troops-in-afghanistan/> Pew Global Attitudes Project Database, <http://www.pewglobal.org/question-search/?qid=209&cntlIDs=&stdIDs=>



Egyptiens (81%). Seuls les Américains et les Britanniques sont plus nombreux à être favorables au maintien des troupes qu'à y être opposés, encore que l'écart entre les deux postures ne soit pas significatif<sup>25</sup>.

- En 2009, probablement à cause de l'annonce d'une révision de la stratégie par le président Obama, on observe une remontée des scores en faveur du maintien des troupes : 57% des personnes interrogées aux Etats-Unis se disent favorables au maintien soit 7 % de plus qu'au précédent sondage, 50% en France, soit 12% de plus qu'en 2008, 48 % en Allemagne, soit 6% de plus. Même dans les pays dans lesquels une majorité s'exprime en faveur du retrait immédiat des troupes, on observe ce sursaut des opinions en faveur de leur maintien. C'est le cas de la Pologne où le pourcentage de sondés favorables au maintien des troupes jusqu'à la stabilisation de la situation atteint 50% contre 38% au sondage précédent<sup>26</sup>. Même en Turquie le pourcentage de personnes favorables au maintien des troupes de l'OTAN passe de 8 à 15%.
- A compter de 2010, la proportion de l'opinion favorable au maintien des troupes en Afghanistan jusqu'à la stabilisation du pays diminue de façon significative dans la plupart des pays. Au printemps 2011, 51% des Britanniques étaient en faveur du retrait (ils n'étaient que 42% en 2007). C'est également le cas de 58% des Français et des Allemands interrogés et de 52% des Américains. En Pologne, les partisans du retrait, largement majoritaires sur toute la période, diminuent de 65% en 2008 à 53% en 2011, rejoignant les chiffres des autres pays.

Ces sondages révèlent à la fois des nuances significatives dans l'attitude de l'opinion des pays contributeurs et des réactions similaires à certains événements, comme le pic de 2009 faisant probablement suite à l'annonce d'une nouvelle stratégie qui laissait entrevoir l'espoir d'une amélioration après une succession de coups durs portés aux troupes depuis dix-huit mois.

---

<sup>25</sup> 45% en faveur d'un maintien des troupes contre 42% pour leur retrait, en 2007 puis respectivement 48% et 43% en 2008. Données reconstituées à partir de la base de données : <http://www.pewglobal.org/database/>

<sup>26</sup> Données du Pew Research Center : <http://www.pewglobal.org/database/>

### III. LES FRANÇAIS ET LA GUERRE EN AFGHANISTAN : DU FORT SOUTIEN A SA COMPLETE EROSION

En France, l'attitude de l'opinion publique à propos de l'Afghanistan a évolué en trois phases: 2001-2006, 2007-août 2008, fin 2008-2013. En cela, elle a connu les évolutions observées ailleurs mais avec quelques particularités.

#### 1. 2001-2006

En octobre 2001, au début de l'opération *Enduring Freedom*, 66 % des Français approuvent l'intervention militaire et 28 % y sont opposés<sup>27</sup>. Au moment où la FIAS entame sa mission, le soutien de l'opinion publique est donc élevé. En 2003, les Etats-Unis lancent la guerre en Irak, décision très contestée en France, l'opinion publique et l'élite politique étant opposées à la guerre<sup>28</sup>. L'influence négative de la guerre en Irak sur la perception de l'intervention militaire en Afghanistan a été sous-évaluée, alors que son impact a été négatif à maints égards. Elle a affecté durablement la perception des interventions militaires initiées par les Etats-Unis. Mais elle a surtout fait passer l'intervention en Afghanistan au second plan des préoccupations médiatiques voire politiques. L'opinion publique occidentale n'a quasiment plus été informée de ce qui se passait en Afghanistan. Il est significatif que plus aucun sondage public sur ce sujet n'ait été commandité en France entre 2002 et 2008. Par ailleurs, 2006 est l'année de la résurgence de l'insurrection des talibans, notamment sous la forme d'attentats-suicides. Or, ce changement essentiel n'a pas été pris en compte par la plupart des responsables politiques dans leur stratégie de communication.

#### 2. 2007 à août 2008

Cette période constitue un tournant important, bien que très peu d'événements concernant le contingent français se soient produits jusqu'à la mi-août 2008. Les troupes de la FIAS sont désormais présentes sur tout le territoire afghan et la violence s'accroît jour après jour depuis 2006<sup>29</sup>. Le contingent français, basé à Kaboul, ne subit pas de fortes pertes et aux yeux de l'opinion publique, rien ne semble remettre en question la présence des troupes françaises au sein de la FIAS, dont la mission est de « créer un environnement sûr dans et autour de Kaboul et de soutenir la reconstruction de l'Afghanistan »<sup>30</sup>.

Au début de l'année 2008, le soutien de l'opinion amorce une baisse qui s'explique cependant autant par la décision du président Sarkozy de réintégrer les structures de commandement militaire de l'OTAN, annoncée en 2007, et d'envoyer des renforts en Afghanistan que par ce qui se passe sur le

<sup>27</sup> Sondage IPSOS, <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/sondages/francais-et-conflit-en-afghanistan>

<sup>28</sup> Deux sondages réalisés par IPSOS et CSA, 9 janvier 2003 : <http://lci.tf1.fr/france/2003-01/francais-contre-guerre-irak-4858501.html>

<sup>29</sup> 191 morts en 2006, 232 en 2007. La France perd 6 soldats en 2006 et 3 en 2007.

<sup>30</sup> Site de l'OTAN, [http://www.nato.int/cps/en/SID-285755BD-5072869A/natolive/topics\\_69366.htm?bInSublanguage=true&selectedLocale=fr&submit=select](http://www.nato.int/cps/en/SID-285755BD-5072869A/natolive/topics_69366.htm?bInSublanguage=true&selectedLocale=fr&submit=select)

terrain<sup>31</sup>. La décision de réintégrer le commandement militaire de l'OTAN a été controversée au sein des élites, dans les médias et dans une partie de l'opinion publique. L'opposition a qualifié la réintégration dans l'OTAN de renoncement à l'autonomie de la politique de défense française. En avril 2008, le président Sarkozy annonce qu'il allait envoyer 700 soldats supplémentaires en réponse aux demandes de renforts exprimés par l'OTAN notamment par les Canadiens, convaincus que le nombre de leurs soldats tués par rapport aux autres contributeurs de l'OTAN était beaucoup trop élevé. En avril 2008, 68% de Français déclarent désapprouver la décision d'envoyer de nouvelles troupes et seulement 15% d'entre eux l'approuvent<sup>32</sup>. 65% des sondés estiment que les Américains et leurs alliés ont tort de faire la guerre en Afghanistan<sup>33</sup>.

Alors que la réintégration de la France dans l'OTAN s'est faite sans conséquence militaire majeure, les militaires français étant déjà présents dans la plupart des structures de l'OTAN, elle a eu un impact certain sur la perception de l'intervention. Elle a connecté le conflit en Afghanistan à des enjeux plus larges et a permis à l'opposition de critiquer l'attitude présidentielle comme étant trop pro-américaine.

### 3. Août 2008-2012

En août 2008, un événement précipite le revirement de l'opinion publique française déjà amorcé : dix soldats sont tués et vingt et un sont blessés au cours d'une embuscade tendue par des insurgés talibans à Uzbini, dans le district de Surobi, à cinquante kilomètres au nord-est de Kaboul. La France venait de prendre la tête de ce district, y succédant à l'Italie et ce secteur était considéré comme stabilisé par le commandement de la FIAS. Cette embuscade, provoquant le plus lourd bilan depuis l'attentat au Liban en 1983<sup>34</sup>, a fait prendre conscience aux Français de la tournure qu'avait prise ce qu'on nommait encore à l'époque l'intervention en Afghanistan. 55% des Français se prononcent pour « un retrait des troupes, car la France s'enlise dans un conflit sur lequel elle n'a pas prise »<sup>35</sup>.

Quelque chose se passait à cinq mille kilomètres de nos frontières, ayant tout l'air d'être une guerre, même si l'intervention n'avait jamais été qualifiée ainsi auparavant<sup>36</sup>. Les doutes ont alors commencé à s'exprimer sur la nature de la mission en Afghanistan et la participation française à l'intervention : les soldats français ne seraient-ils pas morts dans un conflit éloigné des intérêts de la France ?

La dégradation du soutien de l'opinion publique s'est poursuivie : en septembre 2008, 62% des Français se déclarent opposés au maintien des troupes en Afghanistan<sup>37</sup> et en août 2009, un an après

---

<sup>31</sup> Sondage BVA pour Sud Ouest, Les Français et l'envoi de nouvelles troupes françaises en Afghanistan, mars 2008, publié dans Sud Ouest le 1er avril 2008. [http://www.bva.fr/fr/sondages/les\\_francais\\_et\\_l\\_envoi\\_de\\_nouvelles\\_troupes\\_francaises\\_en\\_afghanistan.html](http://www.bva.fr/fr/sondages/les_francais_et_l_envoi_de_nouvelles_troupes_francaises_en_afghanistan.html)

<sup>32</sup> Sondage BVA Sud-Ouest op. cit.

<sup>33</sup> Sondage BVA Sud-Ouest op. cit.

<sup>34</sup> L'attentat du Drakkar, le 23 octobre 1983, avait causé la mort de 58 militaires français, déployés pendant la guerre du Liban, sur mandat de l'ONU, dans le cadre de la Force multinationale de sécurité à Beyrouth. Le bombardement de la base militaire française de Bouaké en Côte d'Ivoire en novembre 2004 a provoqué 9 morts et une quarantaine de blessés.

<sup>35</sup> Sondage CSA Le Parisien Aujourd'hui 22 août 2008.

<sup>36</sup> Anthony KING, *The Transformation of Europe's Armed Forces: from the Rhine to Afghanistan*, Cambridge University Press, 2011.

<sup>37</sup> Sondage BVA- Orange-l' Express, septembre 2008.

l'embuscade, 64% des Français s'opposent à la participation de la France à la FIAS, chiffres exactement inverses de ceux de 2001<sup>38</sup>. L'opposition n'a cessé de croître : en juillet 2010, 70% des Français se déclaraient contre l'intervention militaire en Afghanistan<sup>39</sup> et un an plus tard, en août 2011, 76% des sondés désapprouvaient l'intervention française et 44% se prononçant en faveur d'un retrait d'ici la fin 2011<sup>40</sup>.

Concernant la perception de la situation en Afghanistan, à la fin de 2008, 84% des Français déclaraient que la situation était difficile et que les troupes françaises étaient très exposées. Trois ans plus tard, 92% des Français partageaient cette vision pessimiste de la situation sur le terrain<sup>41</sup>. Toujours en août 2008, après l'embuscade, 74% des Français considéraient qu'il y avait un grave risque d'enlèvement en Afghanistan. La proportion est passée à 86% en août 2009 et à 88% deux ans et demi plus tard, en février 2011.

Dans un sondage d'août 2009 sur les améliorations politiques en Afghanistan, 42% des sondés considéraient que la présence des troupes françaises en Afghanistan avait permis au pays de progresser vers la démocratie. Ils n'étaient plus que 35% à partager cette opinion en février 2011.

En ce qui concerne le lien entre la présence militaire en Afghanistan et la lutte contre le terrorisme, en août 2011, seulement 44% des sondés croyaient encore que la présence militaire française était nécessaire pour lutter contre le terrorisme international alors qu'ils étaient encore 66% en avril 2008. Ceci montre à quel point l'objectif initial avait perdu de sa crédibilité.

En 2011, après plusieurs opérations militaires contre les insurgés en Kapisa ayant provoqué de nombreux morts parmi les militaires, la guerre est devenue totalement impopulaire. En août 2011, 76% des Français étaient opposés à l'intervention et pour la première fois une majorité (54%) de partisans de l'UMP avait rejoint les opposants à la guerre<sup>42</sup>. A partir de ce moment, l'armée française a eu pour mission unique de former les militaires de l'armée afghane. En janvier 2012, un militaire afghan ayant tué cinq soldats français, le contingent français n'a quasiment plus quitté les bases.

A partir de la mi-2011, principalement parce que 2011 a été l'année au cours de laquelle les troupes françaises, au même titre que les troupes de l'Alliance, ont subi les plus lourdes pertes<sup>43</sup> et à cause de la campagne pour l'élection présidentielle française à venir, le débat s'est déplacé sur le calendrier de retrait. Les troupes combattantes ont quitté l'Afghanistan en décembre 2012 en ne laissant que 700 instructeurs et de quoi les protéger.

Jusqu'en 2009, une majorité de Français était favorable à l'envoi de troupes en Afghanistan. L'érosion du soutien observée depuis cette date n'a pas, pour autant, remis en question la participation française à la FIAS, ni influé sur le volume des troupes ou sur leur mission contre-insurrectionnelle, et

<sup>38</sup> Sondage IFOP pour le Figaro, l'opinion publique américaine et française face à la situation en Afghanistan, 18 août 2009.

<sup>39</sup> Sondage IFOP pour l'Humanité, Les Français et l'intervention militaire en Afghanistan, juillet 2010, [http://www.ifop.com/media/poll/1212-1-study\\_file.pdf](http://www.ifop.com/media/poll/1212-1-study_file.pdf)

<sup>40</sup> Sondage IFOP pour l'Humanité, L'approbation des Français concernant l'intervention militaire en Afghanistan, août 2011. [http://www.ifop.com/media/poll/1597-1-study\\_file.pdf](http://www.ifop.com/media/poll/1597-1-study_file.pdf)

<sup>41</sup> Sondage IFOP pour l'Humanité, op. cit.

<sup>42</sup> Sondage IFOP pour l'Humanité, op. cit.

<sup>43</sup> 26 militaires français tués en 2011.

ce jusque fin 2011. C'est le nouveau gouvernement élu en mai 2012 qui a décidé de retirer les troupes fin 2012, même si le président Sarkozy avait annoncé, dès 2011, un retrait avant le terme officiel de 2014.

L'érosion du soutien de l'opinion publique a été observée dans la plupart des pays participant à la coalition. On pouvait cependant s'attendre à ce que l'opinion publique française soit plus résistante pour au moins deux raisons : les Français ont été confrontés au terrorisme sur le territoire national en 1985-86 puis en 1995, donc avant bien d'autres pays alliés<sup>44</sup> et ils soutiennent les interventions extérieures de leurs armées. Or, cette sensibilisation élevée à la menace terroriste ainsi que l'adhésion aux missions des armées à l'extérieur du territoire national n'ont pas fait la différence sur le long terme et les Français n'ont pas soutenu la guerre en Afghanistan plus longtemps ou plus fermement que leurs alliés. Comment dès lors expliquer l'érosion du soutien ? Deux phénomènes sont invoqués dans les travaux anglo-saxons : le rôle des *narratives* — récits justifiant la guerre — et le rôle des pertes militaires. Ces deux aspects vont être successivement examinés pour rendre compte de la désaffection progressive de l'opinion publique envers une intervention au départ majoritairement soutenue.

### ■ LES FAILLES DES RECITS JUSTIFIANT L'INTERVENTION

Depuis quelques années, la recherche anglo-saxonne sur la perception des politiques publiques s'est intéressée au rôle joué par les *narratives*, ces récits qui accompagnent et justifient les politiques mises en œuvre<sup>45</sup>. Appliquée récemment aux récits justifiant la guerre, l'analyse des récits aide à comprendre l'évolution du soutien de l'opinion publique aux opérations militaires.

Dans un premier temps, on définira la notion de récit, on caractérisera son utilisation en politique publique et son utilité à la compréhension de la manière dont l'opinion appréhende les décisions d'intervention militaire.

Dans un second temps, on examinera quels ont été les récits qui ont circulé sur la guerre en Afghanistan chez les décideurs, les opposants à la guerre et dans les médias en tentant de comprendre pourquoi ces récits ont failli en ne donnant pas suffisamment de sens, dans la durée, à l'intervention en Afghanistan.

---

<sup>44</sup> Assembly of Western European Union, *Changing Perceptions of Terrorism in Public Opinion and Media*, 2006, A/194 ; Didier BIGO (1992): Les attentats de 1986 en France: un cas de violence transnationale et ses implications (partie 1). In: *Cultures & Conflicts*, n°4. <http://conflicts.revues.org/index129.html>. 22/09/2010 ; Martha CRENSHAW (2001): Counterterrorism Policy and the Political Process. In : *Studies in Conflict and Terrorism*, vol 24, n°5, p.329-338 ; Barbara JANKOWSKI, "French Public Support for Military Operations: the Challenge of the War in Afghanistan" in *Security and the Military between Reality and Perception*, MALESIC, M., KUEMMEL, G. (eds.) NOMOS, 2011.

<sup>45</sup> Chiara BOTTICI, « Narratives », *Encyclopedia of Political Theory*, Sage, 2012.

## I. DEFINITION, USAGES ET UTILITE DU CONCEPT DE *NARRATIVES*

Le concept de *narratives* ou récits<sup>46</sup> en français est issu de la philosophie et de la littérature où il est utilisé depuis longtemps. Ce sont les chercheurs en neurosciences qui ont attiré l'attention sur l'importance du récit dans la communication humaine et dans les processus de cognition, affirmant le rôle primordial qu'il joue dans la construction de l'identité. Les *narratives* ou récits sont le «principal moyen par lequel les individus organisent, traitent et transmettent de l'information»<sup>47</sup>.

### 1. Définition

Les récits sont des histoires qui relient les événements entre eux, « dans le temps et dans l'espace » et constituent « un moyen de donner un sens au monde »<sup>48</sup>. Ce sont des histoires qui racontent et expliquent comment les choses se passent. Le récit est donc considéré comme «une histoire convaincante qui relie des événements dans un ensemble intelligible»<sup>49</sup>. Une synthèse des définitions des chercheurs qui travaillent sur la question depuis 1990 permet de définir le récit en politique publique comme une histoire qui propose un séquençage temporel des événements<sup>50</sup>. Cette histoire se déroule dans un temps délimité et comprend des moments dramatiques, des symboles et des caractères archétypaux<sup>51</sup>. Les récits doivent présenter une séquence d'événements liés entre eux par une intrigue et se conclure par une « morale de l'histoire ».

En résumé, un récit est l'histoire qui donne un sens aux événements en les reliant entre eux. L'élément primordial est le sens que doit donner le récit. Une série d'événements qui ne sont pas perçus comme reliés et faisant sens ne forme pas un récit mais une simple juxtaposition de faits.

### 2. Le récit dans l'analyse des politiques publiques

A ce stade, on peut se demander ce que l'approche centrée sur les récits apporte à l'analyse des politiques publiques. Les récits rendent les enjeux de la mise en œuvre des politiques publiques

<sup>46</sup> « Récits » ou « histoires de politiques publiques », dont la fonction est de stabiliser les hypothèses nécessaires à la prise de décision. Entrée « Récits « *policy narratives* », *Dictionnaire des politiques publiques*, BOUSSAGUET L., JACQUOT S., RAVINET P., dir. Les Presses de Sciences Po, 2009, p. 548-554. RADAELLI lie le concept de récit à celui de référentiel, ce que ne font pas les auteurs anglo-saxons étudiés dans le cadre de ce travail. Il explique que le récit sur les applications positives pour la santé humaine des manipulations génétiques sert à soutenir le référentiel de la modernisation.

<sup>47</sup> Michael D. JONES et Mark K. MC BETH, « A narrative Policy Framework : Clear Enough to Be Wrong ? », *Policy Studies Journal*, 2010, p. 330.

<sup>48</sup> Chiara BOTTICI, op. cit.; Dvora YANOV, « Narrative Theory », *Encyclopedia of Governance*, 2007.

<sup>49</sup> Michael D. JONES et Mark K. MC BETH, op. cit. p. 329 ; Tony VINSON and Desmond McDONNELL, *War Narratives*, Australia, (sd). [http://sydney.edu.au/education\\_social\\_work/research/publications/resources/vinson-mcdonnell-war-narratives.pdf](http://sydney.edu.au/education_social_work/research/publications/resources/vinson-mcdonnell-war-narratives.pdf)

<sup>50</sup> Katherien MC COMAS, James SHANAHAN, « Telling Stories About Global Climate Change », *Communication Research*, 1999, vol. 26, n°1, p. 30-57.

<sup>51</sup> Mark K. MCBETH, James SHANAHAN et Michael D. JONES, «The Science of Storytelling : Measuring Policy beliefs in Greater Yellowstone », *Society and Natural Resources*, 2005, vol. 18, n°5, p. 413-427.

compréhensibles et accessibles<sup>52</sup>. Ils sont utiles pour cadrer un problème et orienter le débat. Ils aident les individus à se forger une opinion sur un sujet et à rendre les décisions acceptables.

Emery Roe a été le premier chercheur à avoir fait usage d'une approche narrative telle qu'elle était communément appliquée dans la théorie littéraire pour étudier les controverses scientifiques, chargées d'incertitude, de complexité et fortement polarisées<sup>53</sup>. Toutefois, une grande partie de ses résultats peut s'appliquer à l'analyse de politiques qui ne font pas l'objet de controverses. Il a notamment mis en évidence que le meilleur moyen de saper un récit était de produire un contre-récit au lieu de procéder à une critique frontale<sup>54</sup>.

Les récits en analyse de politique publique ont une moins grande portée que les discours. Un récit fait partie d'un discours. Les discours se rapportent à des modes de pensée, à des valeurs et à des façons d'aborder les problèmes, alors que les récits définissent une approche d'un problème spécifique<sup>55</sup>.

Au cours de ces dernières années, l'analyse des récits a été appliquée aux thématiques les plus variées comme les politiques d'immigration ou le changement climatique. Jo Coelmont a examiné pourquoi le projet européen dans le domaine de la sécurité avait perdu de son attrait au cours de ces dernières années<sup>56</sup>. Il a montré que le récit originel qui liait le projet européen au fait qu'il rendait impossible la probabilité d'une guerre en Europe n'était plus attrayant et qu'il fallait en construire un nouveau.

En France, si l'analyse des politiques publiques a connu une forte expansion depuis les années 1980, on ne trouve aucune étude utilisant une approche fondée sur l'analyse des récits, à l'exception de celles de Radaelli qui a appliqué l'analyse de récits aux récits des politiques publiques européennes<sup>57</sup> et de Leichter-Flack dont le texte sur les enjeux de la communication sur la guerre en Afghanistan fut le premier à faire référence à la notion de *narratives*<sup>58</sup>.

Compte tenu de l'extension progressive de l'usage de l'analyse narrative, il n'est pas étonnant que la stratégie et la guerre en soient devenues les domaines d'application les plus récents.

---

<sup>52</sup> Les récits de politiques publiques rendent les problèmes sociaux compréhensibles et accessibles à l'action humaine, Cf. RADAELLI, « Récits « *policy narratives* » », *Dictionnaire des politiques publiques*, BOUSSAGUET L., JACQUOT S., RAVINET P., (dir.), Les Presses de Sciences Po, 2009, p. 548-554.

<sup>53</sup> Emery ROE, *Narrative Policy Analysis, Theory and Practise*, Duke University Press, 1994.

<sup>54</sup> Emery ROE, op. cit.

<sup>55</sup> Rebecca SUTTON, *The Policy Process, an Overview*, *Overseas Development Institute*, 1999, p. 7.

<sup>56</sup> Jo COELMONT, « An EU Security Strategy: An Attractive Narrative », *Security Policy in Brief*, n°34, EGMONT Royal Institute for International Relations, March 2012.

<sup>57</sup> Claudio RADAELLI, « Logiques de pouvoir et récits dans les politiques publiques de l'Union européenne », *Revue Française de Science Politique*, 2000, n°2, p. 255-276.

<sup>58</sup> Frédérique LEICHTER-FLACK, « L'opinion publique française et la guerre en Afghanistan. Enjeux de perception, enjeux de communication », *La vie des idées*, mars 2010.

### 3. Récits stratégiques et récits de guerre

Les *strategic narratives* ou récits stratégiques se situent au niveau des relations internationales<sup>59</sup>. Ils sont énoncés au plus haut niveau de l'Etat et visent à influencer les politiques étrangères des autres États. Le concept de *strategic narratives* a été popularisé par Lawrence Freedman. Selon lui, les récits stratégiques doivent être construits sur des idées sortant des sentiers battus. Leur caractère stratégique tient non seulement au fait qu'ils portent sur la politique étrangère, mais aussi au fait qu'ils doivent être capables de structurer et contraindre les positions des interlocuteurs<sup>60</sup>.

Les récits de guerre ou *war narratives* sont les récits construits par les décideurs pour justifier une intervention militaire. Ils sont différents des récits stratégiques dans le sens où ils mettent l'accent sur des acteurs de niveau national et visent l'opinion publique plutôt que des Etats. L'utilisation de l'analyse des récits pour améliorer la compréhension de l'attitude de l'opinion publique vis-à-vis de la guerre est récente. L'essentiel de la recherche porte sur la guerre contre le terrorisme. Callahan et Western ont étudié les récits de la guerre contre le terrorisme et Vinson et McDonnell ont comparé les récits des gouvernements américain et australien sur la guerre contre le terrorisme suite aux attentats du 11 septembre 2001<sup>61</sup>. Quelques études anglo-saxonnes récentes analysent les guerres en Irak et en Afghanistan. Ce concept de *war narratives* récemment introduit est utilisé dans cette étude pour analyser l'érosion du soutien de l'opinion publique française.

### 4. Comment fonctionnent les récits ?

Pour être efficace, un récit doit être cohérent, convaincant et doit avoir un pouvoir explicatif. Pour atteindre cet objectif, le récit doit répondre à un certain nombre de critères :

- Tout d'abord, un récit est un processus qui raconte une histoire : cela suppose une entité qui raconte l'histoire et un public à qui elle est destinée. L'un comme l'autre donnent sens à l'histoire.
- Les récits ont un début, un milieu et une fin, reliés entre eux par une intrigue<sup>62</sup>. Un récit doit aller de l'avant, tracer une trajectoire pour donner du sens<sup>63</sup>.
- Un récit doit faire appel à des émotions. Le récit n'apporte pas seulement « la cohérence et la logique », mais doit inclure une « dimension émotionnelle ». Il doit toucher à la fois la raison et l'imagination, l'esprit et les émotions<sup>64</sup>.

<sup>59</sup> Alister MISKIMMON, Ben O'LOUGHLIN, Laura ROSELLE, *Forging the World: Strategic Narratives and International Relations*, Center for European Politics, 2012.

<sup>60</sup> Lawrence FREEDMAN, « Networks, Culture and Narratives », *The Adelphi Papers*, 2006, vol. 45, n°379, p. 11-26.

<sup>61</sup> Kathie CALLAHAN, Melvin J. DUBNICK, Dorothy OLSHFSKI, "War Narratives: Framing Our Understanding of the War on Terror", *Public Administration Review*, 2006, vol. 66, n°4, p. 554-568 ; Jon WESTERN, *The War over Iraq: Selling War to the American Public*, *Security Studies*, 2005, vol. 14, n°1, p. 106-139 ; Tony VINSON and Desmond MCDONNELL, *War Narratives*, op. cit.

<sup>62</sup> Dvora YANOV, « Narrative Theory », *Encyclopedia of Governance*, 2007, p 587; Michael D. JONES et Mark K. MC BETH, « A Narrative Policy Framework: Clear Enough to Be Wrong ? », *Policy Studies Journal*, 2010, p 340.

<sup>63</sup> Chiara BOTTICI, « Narratives », *Encyclopedia of Political Theory*, Sage, 2010, p. 920).

<sup>64</sup> Claudio RADAELLI, « Récits », 2010 ; Lawrence FREEDMAN, 2006 op. cit. ; VINSON et MCDONNELL op. cit.



- Pour jouer pleinement son rôle, un récit doit être intégré à un scénario familial, faisant partie de la conscience collective. Le défi du récit sur la guerre contre le terrorisme tenait au fait que, malgré les analogies faites à l'attaque de Pearl Harbor en 1941, la décision d'entrer en guerre suite aux attaques du 11 septembre était un événement unique dans l'histoire américaine<sup>65</sup>. Il n'y avait pas de récit sur la guerre contre le terrorisme avant le 11 septembre, même si les Etats-Unis avaient déjà subi des attaques terroristes auparavant. Les récits sur la guerre contre le terrorisme ont du créer un lien entre les attaques du 11 septembre et les « récits originels » de l'histoire américaine car, pour être convaincant, un récit sur une guerre particulière doit résonner avec « des thèmes prototypiques et des archétypes »<sup>66</sup>. Ainsi, le récit sur le choix d'une riposte militaire en réponse aux attaques du 11 septembre 2001 devait « puiser sa force dramatique dans les récits des guerres antérieures, dont la guerre contre le terrorisme représentait le plus récent chapitre »<sup>67</sup>. Le processus mis en œuvre pour rattacher le récit de la guerre contre le terrorisme aux récits des guerres antérieures a transformé le terrorisme islamiste en « ligue du Mal », et a relié la guerre contre le terrorisme à la Seconde Guerre mondiale où les maux à vaincre étaient ceux du nazisme<sup>68</sup>.

- Pour atteindre leurs objectifs, les récits doivent offrir une version simplifiée d'une situation par nature complexe. Les récits de politique publique sont faits pour réduire l'incertitude et la complexité<sup>69</sup>.

- Souvent, les récits persistent même si leur validité est mise en doute par les faits et acquièrent un statut de sens commun.

Puisque les récits doivent offrir une explication quand il faut donner un sens à un événement, ils répondent la plupart du temps à une question. Ainsi, la question à laquelle devaient répondre les récits sur la guerre en Afghanistan était la suivante : pourquoi la France devait-elle s'impliquer dans la guerre en Afghanistan puis, plus récemment, pourquoi les troupes françaises devaient-elles y demeurer alors même que les objectifs semblaient si difficiles à atteindre ? Comment les récits officiels sur la guerre en Afghanistan ont-ils répondu à ces questions ?

## II. EN FRANCE : UN CONTEXTE FAVORABLE A LA CONSTRUCTION D'UN RECIT CONVAINCANT

Lorsque les dirigeants politiques décident d'une intervention militaire, ils leur est indispensable de communiquer sur ce qui a motivé leur décision, fournir des informations sur les objectifs, spécifier qui sont les « amis » et les « ennemis ». Pour un certain nombre de raisons, le contexte institutionnel et politique français présentait des avantages par rapport à bien des pays de l'Alliance, qui auraient du faciliter la construction des récits justifiant la guerre.

---

<sup>65</sup> Kathe CALLAHAN, Melvin J. DUBNICK, Dorothy OLSHFSKI, "War Narratives: Framing Our Understanding of the War on Terror", *Public Administration Review*, 2006, vol. 66, n°4, p. 554.

<sup>66</sup> Tony VINSON and Desmond McDONNELL, *War Narratives*, op. cit.

<sup>67</sup> Tony VINSON and Desmond McDONNELL, op. cit.

<sup>68</sup> Tony VINSON and Desmond McDONNELL, op. cit.

<sup>69</sup> Emery ROE, 1994, op. cit.

Les deux premières caractéristiques concernent les acteurs de la politique de défense. La première a trait au rôle dominant de l'exécutif et au moindre rôle du Parlement dans les décisions d'interventions militaires, si on compare la France à la plupart des démocraties européennes. En février 2010, le gouvernement néerlandais a été obligé de démissionner à cause du débat provoqué par la demande de renforts pour l'Afghanistan. Les 1950 soldats néerlandais ont quitté le pays en août 2010, faisant des Pays-Bas le premier pays à se retirer de la coalition. En France, la politique de défense est un domaine réservé du président de la République. La centralisation du processus de prise de décision est plus importante en politique étrangère que dans les autres secteurs. Depuis une réforme de 2008, le Parlement français doit se prononcer pour la poursuite d'une opération militaire dans un délai de quatre mois après la décision d'envoi des troupes<sup>70</sup>. Le premier et seul vote au sujet de l'intervention en Afghanistan a eu lieu en septembre 2008<sup>71</sup>. Cette caractéristique implique que le processus de construction des récits justifiant la guerre est concentré entre les mains de l'exécutif, et en premier lieu celles du président, qui le partage ou non avec le Premier ministre et le ministre de la Défense en fonction des circonstances et des personnalités en présence.

La deuxième caractéristique est relative au consensus politique en matière de défense entre les partis politiques de gauche et de droite. Ce facteur est important dans les périodes de cohabitation politique, comme ce fut le cas en 2001 entre le président Jacques Chirac et le Premier ministre Lionel Jospin qui ont dû gérer ensemble les conséquences du 11 septembre. Jusqu'en 2011, et malgré quelques controverses, le consensus au sein des élites politiques au sujet de la participation militaire française à la FIAS a été relativement solide même si dès 2008, des voix de l'opposition se sont fait entendre. Le consensus en matière de défense implique qu'il n'y a pas de contre-récit de l'opposition à contrecarrer.

Ces deux caractéristiques - la concentration du processus d'élaboration du récit au niveau exécutif et le consensus sur les questions de défense évitant les contre-récits – constituent de solides atouts qui auraient dû permettre de construire, consolider et diffuser des récits adaptés et convaincants sur la guerre en Afghanistan.

La troisième caractéristique concerne la menace terroriste. En France, la perception de la menace terroriste est ancienne et ancrée, comparée à d'autres pays européens, en raison des attaques terroristes que la France a connues en 1985-86 puis en 1995<sup>72</sup>. Depuis cette époque, l'opinion publique est en permanence sensibilisée à l'éventualité d'une attaque terroriste sur le sol national. Dans un tel contexte, on pouvait s'attendre à une attitude de l'opinion durablement favorable à la guerre en Afghanistan dont l'objectif était d'empêcher de futures attaques en ne permettant plus à l'Afghanistan de servir de refuge et de camp d'entraînement aux terroristes islamistes.

<sup>70</sup> Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République adopté par le Parlement le 21 juillet 2008. L'article 35 stipule que « Lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, le Gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement ».

<sup>71</sup> Les députés et sénateurs, réunis en session extraordinaire se sont prononcés pour la prolongation de la présence militaire en Afghanistan le 22 septembre 2008.

<sup>72</sup> Assembly Of Western European Union, *Changing Perceptions of Terrorism in Public Opinion and Media*, 2006, A/194 ; Didier BIGO « Les attentats de 1986 en France: un cas de violence transnationale et ses implications (partie 1) », *Cultures & Conflicts*, 1992, n°4. <http://conflits.revues.org/index129.html>. 22/09/2010 ; Martha CRENSHAW, « Counterterrorism Policy and the Political Process », *Studies in Conflict and Terrorism*, 2001, vol 24, n°5, p.329-338; Barbara JANKOWSKI, "French Public Support for Military Operations: the Challenge of the War in Afghanistan" in *Security and the Military Between Reality and Perception*, MALESIC, M., KUEMMEL, G. (eds.) NOMOS, 2011.

Enfin, la participation française à l'intervention de la FIAS présentait deux derniers atouts qui auraient pu permettre de consolider les récits relatifs à la légitimité de l'emploi de la force. D'une part, l'intervention militaire bénéficiait d'une forte légitimité du fait du cadre juridique fourni par les résolutions successives des Nations Unies. Or, les interventions militaires multilatérales sont considérées comme plus légitimes, non seulement en France mais par la plupart des pays, surtout lorsque l'ONU approuve l'emploi de la force<sup>73</sup>. D'autre part, on observe qu'en règle générale les Français approuvent les interventions de leurs militaires à l'étranger. Au cours de la décennie passée, la France a envoyé simultanément jusqu'à 13 000 soldats dans des opérations militaires de toute nature. En 2008, l'année où l'attitude de l'opinion a opéré un virage concernant l'Afghanistan, un sondage comparant le soutien à différents déploiements français à l'étranger montrait que 68% des Français approuvaient l'intervention au Kosovo, que 67% d'entre eux étaient favorables à l'envoi de troupes au Liban, en Bosnie et au Tchad et que 62% soutenaient le déploiement en Côte d'Ivoire<sup>74</sup>.

En dépit de cet ensemble de conditions favorables, les décideurs n'ont pas réussi à générer des récits suffisamment convaincants pour empêcher le soutien de l'opinion publique de s'effriter inexorablement, au contraire de ce qui s'est produit dans d'autres pays participant à la FIAS, comme le Royaume-Uni ou le Danemark<sup>75</sup>.

L'hypothèse au cœur des recherches sur l'importance des récits dans la réception des politiques publiques considère que plus le récit est robuste et plus il est congruent avec les faits, plus il est convaincant et plus il contribue à ce que l'opinion publique adhère à la politique mise en œuvre. Dans cette optique, le soutien à l'intervention militaire en Afghanistan serait probablement resté plus ferme avec des récits plus adaptés.

### III. DES ELEMENTS INSUFFISAMMENT PRIS EN COMPTE

L'élaboration des récits justifiant la guerre en Afghanistan s'est heurtée à plusieurs difficultés. L'analyse des récits étant faite *a posteriori*, il est impossible de savoir ce qu'il se serait passé si ces obstacles avaient été surmontés. Mais leur prise en compte aurait certainement rendu les récits plus audibles et plus adaptés à l'évolution de la situation sur le terrain. Parmi les éléments qui ont pu jouer un rôle, cinq d'entre eux ont eu une influence prédominante :

- le premier est lié à la nature de la mission et à ses objectifs ;
- le deuxième est relatif à la mesure des progrès sur le terrain ;
- le troisième se rapporte à l'impossibilité de nommer la guerre dans la rhétorique sur le conflit en Afghanistan ;
- Le quatrième concerne la réintégration de la France dans les structures militaires intégrées de l'OTAN au moment même où la guerre devenait impopulaire ;
- Le dernier a trait à la difficile adéquation entre des récits de niveau national et le caractère multinational des missions.

---

<sup>73</sup> Philip EVERTS et Richard SINNOT, « Opinion publique, défense européenne et intervention militaire », *Revue Internationale et Stratégique*, 2002, vol.4 n° 48, p. 156.

<sup>74</sup> Baromètre annuel Les Français et la défense, réalisé pour la DICOD par BVA du 23 juin au 4 juillet 2008.

<sup>75</sup> James RINGSMOSE et Berit K. BORGESSEN, 2011, p. 508.

### 1. *Objectifs réévalués, mission double et récits invariables*

Fin 2001, lorsque l'intervention militaire a débuté, le discours officiel, à l'époque celui du président Chirac, était similaire à ceux des autres pays participant à la FIAS. Les déclarations sur l'intervention française en Afghanistan rappelaient que l'intervention avait été initiée pour capturer les terroristes et mettre fin au régime des talibans qui les accueillait. On annonçait que les forces alliées étaient déployées pour aider à sécuriser le territoire. L'opération militaire répondait à la nécessité d'œuvrer pour la sécurité internationale menacée par le terrorisme islamiste et au besoin de la population afghane de vivre dans un pays stable et démocratique. Ainsi, les discours officiels mêlaient des raisons humanitaires et sécuritaires.

A partir de 2003 les médias ont été axés sur la guerre en Irak et la situation afghane est apparue, par contraste, comme bien plus positive. En comparaison avec la guerre en Irak, il n'y avait aucune opposition notable à l'intervention en Afghanistan.

En 2007 et au début de 2008 les affrontements entre les troupes de l'OTAN et les insurgés se sont intensifiés, faisant apparaître une contradiction aux yeux de l'opinion : si les talibans étaient encore si actifs, alors même qu'ils étaient censés être éradiqués, c'est que la guerre contre le terrorisme n'était peut-être pas aussi efficace que ce que l'on prétendait. Le premier objectif perdait donc de sa crédibilité. Parallèlement, la population afghane a commencé à percevoir les forces de la coalition comme une armée d'occupation et il est apparu qu'elle soutenait aussi les insurgés. La stratégie militaire initiale a ainsi montré ses limites. Il n'était plus possible de déclarer que les insurgés étaient d'un côté et la population de l'autre. Ce changement essentiel n'a pas été pris en compte par les élites politiques en charge de l'élaboration des récits justifiant l'intervention militaire. Les récits sont restés identiques aux précédents : « La France est engagée dans la mission de l'OTAN pour la paix et la sécurité », « la France est fermement décidée à soutenir la population afghane », « la France agit au sein de la FIAS, mandatée par l'ONU pour stabiliser le pays », « stabilisation », « action pour la paix, le développement du pays », « solidarité avec le peuple et les autorités afghanes », « mandat des Nations Unies », telles étaient les notions invoquées pour justifier l'intervention.

Après l'embuscade d'Uzbin d'août 2008, des contre-récits ont fait leur apparition, plus réactifs que les récits officiels, utilisant des arguments choisis dans un large éventail de motifs politiques et militaires tels que les interventions militaires passées, comparant la guerre en Afghanistan avec l'intervention militaire traumatisante en Algérie, se référant à l'histoire de l'Afghanistan pour affirmer qu'une victoire militaire y était impossible, comme en témoignait son passé.

Les contre-récits ont commencé à qualifier les troupes de l'OTAN d'armée d'occupation, mettant en avant l'absence de stratégie de la FIAS. En s'interrogeant sur la nature des intérêts de la France en Afghanistan, ils ont pointé le caractère nuisible de la présence de troupes françaises dans ce pays pour l'image de la France dans le monde musulman.

La couverture médiatique de l'embuscade d'Uzbin a eu des conséquences profondes et de long terme. Il a été reproché aux médias d'avoir couvert les événements d'Uzbin de la même manière que s'il s'était agi d'un grave accident de la route. Les morts étaient considérés comme des victimes

plutôt que comme des héros morts au combat pour leur pays, qu'il aurait fallu honorer et non plaindre. La période qui a suivi l'embuscade peut être considérée comme symptomatique de l'impréparation des médias et de l'opinion publique en général à ce qu'impliquait la guerre.

Sans aucun doute, justifier la guerre en Afghanistan représentait un défi difficile à relever. Il y avait deux missions, avec des objectifs multiples et quelque peu contradictoires. L'intervention en Afghanistan a été le premier cas d'une intervention militaire comprenant deux missions (celle de la FIAS et celle de l'OEF) et un commandement unique (l'OTAN et au sein de l'OTAN, les Etats-Unis)<sup>76</sup>, ce qui ne simplifiait pas la construction de la narration.

Les récits officiels ont prouvé leurs limites lorsque le volume de pertes a brusquement augmenté et lorsque les médias ont commencé à présenter quotidiennement les violences auxquelles étaient confrontées les forces de la FIAS. L'opinion a progressivement pris conscience que les objectifs annoncés n'allaient pas pouvoir être facilement atteints et le sentiment selon lequel les efforts déployés étaient vains a commencé à se répandre.

Cette dissonance entre les récits et les faits met en évidence deux constats :

- Les récits officiels ne peuvent pas être longtemps disjoints de ce qui se passe sur le terrain puisqu'ils sont censés clarifier et donner sens aux faits.
- Il semble difficile aux décideurs d'adapter leurs récits. Faire évoluer un récit c'est admettre une erreur d'appréciation sur les objectifs, la stratégie initiale ou du moins sur sa durée de réalisation. La tâche est rendue d'autant plus délicate qu'il s'agissait d'une opération de l'OTAN dans laquelle la solidarité avec les alliés entrait en ligne de compte.

Quelles qu'en soient les raisons, les récits n'ont pas évolué et sont restés ancrés dans le même répertoire.

### *2. Les progrès sur le terrain insuffisamment mis en valeur*

Les études antérieures ont montré combien il était important que l'opinion publique perçoive que des progrès étaient accomplis, en adéquation avec les objectifs fixés pour la mission. La perception d'une amélioration sur le terrain est essentielle au maintien du soutien de l'opinion publique en particulier lorsque le nombre de tués au combat s'accroît. La guerre en Afghanistan a été présentée à la fois comme une guerre contre le terrorisme et comme une opération visant à apporter la sécurité à la population afghane après la chute du régime taliban. Au cours des premières années de l'intervention de la FIAS, les améliorations en matière de respect des droits de l'homme pouvaient aisément donner la mesure des progrès accomplis. Il était assez facile d'en rendre compte par des moyens quantifiables : par exemple par le fait que les jeunes filles retournaient à l'école. Par ailleurs, en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, on savait que des talibans étaient régulièrement capturés ou tués.

---

<sup>76</sup> Michel GOYA, « La situation militaire en Afghanistan dans une impasse », *Questions Internationales*, n° 50, 2011, p. 37-45.

A partir de la fin 2008, après sept années de présence de la FIAS, ni le premier, ni le second objectif n'a été perçu comme ayant connu des progrès significatifs au cours des derniers mois. Ben Laden était encore en vie<sup>77</sup> et le soutien de la population afghane à la FIAS n'était pas sans faille. Dans ces conditions, le nombre croissant de pertes militaires ne pouvait que renforcer le scepticisme en ébranlant le soutien à la guerre. Il était en effet malaisé de convaincre les Français que la situation s'améliorait alors qu'un nombre croissant de soldats mourrait en Afghanistan. L'augmentation des pertes ne signifie pas obligatoirement qu'il n'y a pas de progrès accomplis, elle suggère cependant que le succès d'une opération n'est pas perceptible par l'opinion sans argumentaire approprié.

Il aurait fallu expliquer pourquoi les soldats étaient confrontés à des violences croissantes et pourquoi le nombre de tués augmentait chaque année depuis 2006. Les médias couvraient essentiellement les attaques des insurgés et ne rendaient pas compte des améliorations dans la vie quotidienne de nombreux Afghans, ni en termes de sécurité, ni en termes de conditions de vie. Les seuls acteurs ayant une perception de l'amélioration de la situation locale, les soldats eux-mêmes, n'étaient pas assez visibles et audibles.

L'érosion du soutien de l'opinion peut s'avérer dommageable pour les relations entre les militaires et les civils. C'est la raison pour laquelle les récits élaborés par les décideurs sont d'une importance extrême et sont encore plus indispensables quand la situation se dégrade et se complexifie. Dans le cas de la guerre en Afghanistan, la non perception de progrès suffisants et le nombre croissant de morts au combat rendaient fragiles et contestables les justifications de la guerre données jusqu'alors. Les récits rendaient en effet insuffisamment compte de la complexité croissante de la situation sur le terrain.

### 3. La difficulté à nommer la guerre

En 2001, lorsque les troupes françaises ont été envoyées en Afghanistan, il n'était pas question de guerre mais d'intervention militaire. Alors que les Etats-Unis en intervenant en Afghanistan, ont développé leur stratégie de *Global War On Terror*, en France, il n'a jamais été question de guerre contre le terrorisme, puisque la lutte contre le terrorisme était avant tout de nature policière et judiciaire. Au fil du temps, la mission de la FIAS avec ses troupes engagées dans la reconstruction et la formation de l'armée afghane, mission à faible risque, est devenue de plus en plus belliqueuse. Jusqu'à la fin de 2008, les élites et les médias évitaient de qualifier le conflit en Afghanistan de guerre. Ce fut le cas de Jacques Chirac et ce fut aussi celui de Nicolas Sarkozy au début de son mandat présidentiel. La question est toutefois complexe, car de fait, la mission officielle de la FIAS n'était pas une guerre. Elle l'est devenue seulement parce que les talibans reprenaient de plus en plus de pouvoir et parce que la séparation entre les insurgés et la population était devenue de moins en moins nette.

Ce refus de qualifier l'intervention en Afghanistan de « guerre » a eu un impact sur la compréhension des conséquences de l'embuscade d'Uzbin. En août 2008, lors de l'embuscade au cours de laquelle dix soldats ont été tués, l'opinion a été placée devant une incohérence. La mission officiellement

---

<sup>77</sup> Oussama Ben Laden a été capturé en mai 2011.

présentée comme une mission de stabilisation assurant la sécurité de la population, provoquait des pertes dans des conditions qui ne correspondaient pas aux objectifs et aux moyens d'une mission de cette nature.

En ce qui concerne les pertes, les déclarations officielles mettaient l'accent sur des raisons qui n'évoquaient aucunement la guerre : ces soldats « morts si loin de chez eux faisaient leur devoir pour la liberté des droits de l'homme et des valeurs universelles qui sont au cœur de notre République » ; « Ils ont payé de leur vie l'engagement de la France avec ses alliés au service de la paix et de la sécurité du peuple afghan ». Le président réitérait la détermination de la France à continuer de travailler au sein de la FIAS pour « rétablir la paix, la sécurité et la stabilité dans le pays et contribuer à son développement ». Telle était la teneur des condoléances émises par le site Internet de la présidence à chaque annonce de la mort d'un soldat en Afghanistan. Le terme de « guerre » était absent. Il s'agissait d'une opération. Les soldats étaient en Afghanistan pour lutter contre la barbarie et l'obscurantisme, non contre le terrorisme. En l'absence de récits officiels insistant sur le fait qu'on était bien en présence d'une guerre, il n'est pas surprenant que le terme de guerre n'ait pas été mentionné dans les médias.

Ce refus de nommer « guerre » l'intervention en Afghanistan a été évoqué d'abord par les militaires qui ont dénoncé le déni de la guerre dans lequel vivaient leurs contemporains. Puis les médias, d'abord spécialisés puis, généralistes, s'en sont largement fait l'écho.

En août 2008, avec l'embuscade d'Uzbin, les Français ont découvert le hiatus entre une mission officiellement présentée comme une mission de stabilisation assurant la sécurité de la population, et une action meurtrière engendrant de nombreux morts et blessés. L'opinion n'était tout simplement pas préparée car aucun responsable politique n'avait préalablement pris la peine de déclarer publiquement que les choses avaient changé dans les dernières années, que l'intervention s'était durcie et que s'il fallait appeler les choses par leur nom, c'est le terme de guerre qui était le plus adapté.

En juin 2009, le ministère de la Défense a lancé une campagne de communication dans les médias. Celle-ci visait à rappeler que les troupes françaises étaient en Afghanistan parce que le monde avait changé et que, si nos frontières n'avaient plus besoin d'être défendues, les menaces à la sécurité se situaient désormais au-delà. L'armée française était envoyée loin pour défendre la paix, les valeurs et la sécurité de la France<sup>78</sup>. Ce n'est que progressivement que les médias ont intégré cette nouvelle terminologie.

#### *4. L'utilisation de la réintégration dans l'OTAN dans les contre-récits*

La FIAS est une force de coalition et elle a été perçue positivement, les actions militaires multilatérales étant généralement mieux acceptées en France comme dans la plupart des pays, parce qu'elles sont jugées plus légitimes. Toutefois, dans le cas de la participation française à la FIAS, une

---

<sup>78</sup> Campagne multimédia du ministère de la défense, du 14 juin au 14 juillet 2009 : « Aujourd'hui, la défense, c'est d'abord dissuader », « Aujourd'hui, la défense va au-delà des frontières ».

difficulté a émergé en 2008 qui n'a pas trouvé de solution avec le temps. Le président Sarkozy a décidé la pleine réintégration de la France dans la structure militaire intégrée de l'OTAN et cette décision a été très contestée par l'opposition.

Au lendemain de l'embuscade d'Uzbin qui a eu lieu quelques mois plus tard, le président a déclaré que « la France était déterminée à poursuivre la lutte contre le terrorisme, pour le bien de la démocratie et de la liberté ». Il reprenait la trame narrative antérieure. Les opposants à la guerre en Afghanistan ont alors mis en avant que la motivation du président Sarkozy était avant tout de se concilier les bonnes grâces des Américains plutôt que de poursuivre l'intérêt national<sup>79</sup>. Pour les opposants à la pleine réintégration de la France dans l'OTAN, la guerre en Afghanistan servait avant tout les intérêts américains. Cet argument s'est propagé efficacement dans les contre-récits et les récits officiels sont restés sans réponse.

Les Français, comme on l'a noté précédemment, sont plutôt favorables à l'envoi de troupes à l'étranger et sont en mesure de soutenir une action militaire dure. Dans le cas de la guerre en Afghanistan, l'idée de l'indépendance française alimentant l'anti-américanisme a été utilisée par les opposants à l'implication de la France. Les bénéfices tirés du multilatéralisme pour accroître la légitimité se sont heurtés à l'obstacle que représentait la réintégration dans l'OTAN. L'interférence entre cette décision et l'intervention en Afghanistan a perturbé la possibilité de construire une justification unique, crédible et incontestable. Les opposants à la guerre ont soudainement trouvé un argument de poids et suffisamment attractif pour nourrir leurs contre-récits. L'opposition à l'OTAN et la crainte de se voir influencé par les intérêts américains alimentaient un récit plus crédible et plus simple à appréhender que le récit officiel.

### *5. Intervention multinationale et besoin d'un récit national*

Le fait que les armées des pays de l'OTAN soient déployées de plus en plus fréquemment au sein de coalitions multinationales ne semble pas réduire l'importance d'une construction nationale des narrations justifiant les interventions. Les études de terrain montrent que les justifications données à l'engagement en Afghanistan ont été très différentes selon les pays et que certains « récits » ont mieux réussi à convaincre les opinions publiques que d'autres, si l'on en juge par le niveau du soutien de l'opinion, alors même que les perspectives de succès s'éloignaient et que les pertes militaires ne cessaient de croître.

Le fait d'être impliqué dans une opération multinationale, avec des alliés combattant les mêmes adversaires ne rend pas caduque la nécessité d'articuler les récits aux préoccupations et visions du monde propres à chaque pays. En outre, il semblerait que les justifications reliées aux préoccupations sécuritaires ont mieux fonctionné que celles reposant sur les valeurs ou l'humanitaire. Les opinions publiques des pays qui ont subi des pertes militaires équivalentes ne se sont pas comportées de la même manière à partir de 2008. Cela a été souligné dans une étude comparant le soutien de l'opinion et les récits de guerre dans quatre pays participant à la FIAS : le

---

<sup>79</sup> Charles A. MILLER, *Endgame For the West In Afghanistan?*, 2010.



Royaume-Uni, le Canada, le Danemark et les Pays-Bas<sup>80</sup>. L'étude éclaire comment les récits mis en œuvre dans chaque Etat ont eu des répercussions sur l'acceptation du déploiement militaire et la capacité à en admettre les coûts. Au Royaume-Uni et au Danemark, malgré un nombre élevé de morts, le soutien a persisté plus longtemps, alors que dans le cas du Canada et des Pays-Bas, une opposition croissante à l'intervention a conduit à un retrait des troupes avant l'heure.

Au Royaume-Uni, le récit officiel justifiant la participation du pays à la FIAS n'a pas varié et reposait sur l'argument selon lequel l'objectif de la mission était avant tout de protéger la sécurité au Royaume-Uni et qu'à cette fin, il fallait que l'Afghanistan devienne un pays sécurisé. L'intervention n'était pas une intervention de « choix » mais de « nécessité »<sup>81</sup>. L'argument de la reconstruction et de l'aide au développement n'a été que peu utilisé dans les discours officiels. L'opposition parlementaire et les principaux médias ont soutenu le gouvernement dans son argumentaire. En dépit des nombreuses pertes subies par le contingent britannique, le gouvernement n'a cessé de mettre l'accent sur les progrès réalisés en Afghanistan<sup>82</sup>. Alors qu'en 2006 les perspectives de succès de l'intervention pouvaient paraître proches, les discours officiels ont changé lorsqu'il est apparu que les progrès seraient lents, en annonçant clairement que le terme devait être repoussé. A partir de 2006, le gouvernement a dû faire face aux critiques concernant d'une part l'équipement et la protection insuffisante des soldats sur place et, d'autre part, le fait que le Royaume-Uni assumait à lui seul un fardeau insuffisamment réparti entre les pays européens de l'OTAN. Dans l'ensemble, l'argumentaire du gouvernement n'a pas eu à faire face à des contre-récits. Personne n'a contesté l'argument selon lequel l'objectif premier de l'intervention était de se défendre contre le terrorisme.

Au Canada, trois gouvernements de bords différents se sont succédé, mettant chacun l'accent sur des justifications différentes à l'engagement du Canada dans la mission de la FIAS. Le premier gouvernement libéral a justifié la mission par la nécessité de se défendre contre le terrorisme, le second par la préservation des valeurs du Canada et sa nécessaire participation au partage des responsabilités internationales. Le gouvernement conservateur a mis l'accent sur la dimension humanitaire du déploiement canadien, l'argument principal étant d'améliorer le quotidien des Afghans<sup>83</sup>. Après 2006, quand les violences se sont accrues, l'argumentaire n'a plus convaincu l'opinion et son soutien à l'intervention s'est effondré. Les faits sur le terrain ne correspondaient pas aux objectifs annoncés. Les pertes subies par les canadiens cadraient mal avec la justification humanitaire donnée à la mission. En 2008, le gouvernement a dû annoncer que le Canada ne maintiendrait plus de troupes combattantes après la fin 2010.

Le cas danois est très instructif. Le Danemark a envoyé des troupes dès 2002, a subi de fortes pertes et malgré cela, le soutien de l'opinion n'a pas faibli<sup>84</sup>. Le gouvernement de coalition a insisté dans la durée sur le fait que l'objectif principal de la participation danoise était la préservation des intérêts vitaux du Danemark : sur la page officielle du site du ministère de la défense danois on pouvait lire :

---

<sup>80</sup> Jens RINGSMOSE, Berit K. BORGESEN, « Shaping Public Attitudes Towards the Deployment of Military Power: NATO, Afghanistan and the Use of Strategic Narratives », *European Security*, vol. 20, n° 4, 2011.

<sup>81</sup> Jens RINGSMOSE, Berit K. BORGESEN, op. cit., p. 515.

<sup>82</sup> *ibid.*, p. 516 ;

<sup>83</sup> *ibid.*, p. 518.

<sup>84</sup> *ibid.*, p. 521.

le Danemark est en Afghanistan pour sécuriser le Danemark<sup>85</sup>. Il faut combattre les terroristes en Afghanistan afin de ne pas les avoir sur le sol national. L'idée de promouvoir les droits de l'homme et la démocratie n'était présente que comme moyen d'accéder à la stabilité. Les progrès réalisés sur le terrain, aussi bien au profit de la population afghane que dans la formation de l'appareil de sécurité afghan ont fait l'objet d'une communication constante à laquelle les militaires rentrant d'Afghanistan ont activement pris part. L'opposition a adhéré à l'argumentaire du gouvernement et aucun contre-récit n'est venu perturber le récit officiel dont la force a été sa clarté, sa cohérence et une communication axées sur les améliorations.

L'analyse des récits sur la guerre montre que la légitimité et l'acceptation d'une intervention militaire dépendent moins de sa justesse politique que de la façon dont elle est perçue par l'opinion et dans ce domaine, les récits jouent un rôle important. Dans le cas de la France, le soutien à l'intervention en Afghanistan pourrait avoir été érodé par les faiblesses des récits officiels relayés par les médias, ainsi que par des contre-récits qui se sont développés à compter de 2008. Les références faites au Vietnam et le borbier invoqué par les opposants à la guerre, «référence suffisamment parlante pour effrayer l'opinion»<sup>86</sup>, est un des arguments sur lequel se sont bâtis les contre-récits qui se sont développées à partir du moment où l'opposition politique a commencé à faire part de ses réserves. Le consensus sur les questions de défense est bien un solide rempart contre la désaffection de l'opinion. A un moment donné, les Français n'ont plus été suffisamment convaincus que les troupes françaises participant à la FIAS étaient en mesure de lutter contre le terrorisme ou en tout cas que l'instabilité en Afghanistan n'était pas de nature à menacer les intérêts de la France. L'opinion a fini par considérer que la situation d'insécurité en Afghanistan n'avait pas d'impact sur les intérêts nationaux et n'était pas de nature à menacer nos intérêts et nos valeurs.

On pourrait imaginer que les informations sur les interventions militaires disponibles en quantité et sur de multiples supports dont Internet permettent à chaque citoyen de se forger une opinion. L'importance accordée au rôle joué par les récits dans l'acceptation de la guerre est fondée sur l'hypothèse selon laquelle ces informations à elles seules ne donnent pas sens aux événements au point de rendre leurs conséquences acceptables.

---

<sup>85</sup> loc. cit., p. 521.

<sup>86</sup> Frédérique LEICHTER-FLACK explique que le seul fait de faire référence à la guerre au Vietnam, paradigme de la guerre sale, coûteuse, perdue par les Américains en utilisant le terme de borbier a suffi à mettre en mouvement l'imaginaire collectif. Cf. « L'opinion publique et la guerre d'Afghanistan », p. 3.

## ■ L'IMPACT DES PERTES MILITAIRES

L'explication de la baisse du soutien à une intervention militaire la plus couramment avancée se rapporte aux pertes militaires, même si les recherches récentes ont démontré que le nombre de morts ne peut jouer ce rôle à lui seul mais uniquement lorsqu'il est combiné à d'autres facteurs. Dans un premier temps, on présentera un rapide état de l'art sur l'impact des pertes militaires sur l'attitude de l'opinion à l'égard des interventions militaires.

### I. UN ETAT DE L'ART

La supposée relation de causalité entre les pertes militaires subies au cours d'un engagement et le soutien de l'opinion est communément admise et provient des Etats-Unis. Après la guerre au Vietnam, les responsables politiques américains ont été convaincus que l'opinion n'accepterait de soutenir de futures opérations militaires qu'à condition d'être assurée qu'il n'y aurait pas de morts dans les rangs des militaires. Cette vision, appelée Outre-Atlantique *casualties aversion* ou « phobie des pertes » s'est répandue dans les médias comme dans les milieux politiques. Or, l'intolérance aux pertes, si elle est avérée, peut avoir des conséquences négatives sur l'emploi des forces et peut conduire à éviter tout engagement au nom de la priorité donnée à la sécurité des troupes.

John Mueller a été le premier à affirmer le lien de causalité entre le volume des pertes militaires et le soutien de l'opinion<sup>87</sup>. Il a été suivi par des chercheurs de la Rand qui ont étudié l'influence des pertes sur la popularité présidentielle<sup>88</sup>. Jusqu'au milieu des années 1980, les résultats convergeaient : dans le cas de la guerre au Vietnam ou de la guerre de Corée, l'accroissement des pertes entraînait une baisse du soutien à la guerre.

En 1996, Erik Larson réexamine les données en introduisant de nouvelles variables telles que la perception des coûts et des avantages et la réactivité des dirigeants aux événements sur le terrain. Il constate que les Américains n'étaient pas tant sensibles aux pertes que mus par une analyse coûts-bénéfices. Si les effets positifs annoncés étaient tangibles, alors l'opinion continuait d'appuyer l'intervention, même au prix d'un nombre élevé de pertes militaires<sup>89</sup>.

On a longtemps cru que le retrait des troupes de Somalie avait été la conséquence de la mort des 18 soldats américains à Mogadiscio en octobre 1993, lors de l'échec d'une opération montée pour capturer un chef de guerre somalien. Des études faites ultérieurement ont montré que le soutien de l'opinion publique américaine avait faibli avant cet événement, quand les Américains s'étaient

<sup>87</sup> John MUELLER, *War, Presidents and Public Opinion*, John Wiley, 1973.

<sup>88</sup> Mark A. LORELL, Charles KELLEY et Deborah R. HENSLER, *Casualties, Public Opinion and Presidential Policy During the Vietnam War*, Rand, 1985.

<sup>89</sup> Erik V. LARSON, *Casualties and Consensus, The Historical Role of Casualties in Domestic Support for U.S. Military Operations*, RAND, 1996, p.126.

rendus compte que la mission en Somalie avait changé d'objectif, évoluant d'une mission humanitaire vers une mission combattante<sup>90</sup>.

Pendant la guerre du Golfe, le pic du soutien, à savoir 72% de l'opinion publique américaine en faveur de l'intervention, avait été atteint au moment même où les pertes américaines étaient à leur maximum<sup>91</sup>.

Gelpi, Feaver et Reifler ont remis en cause l'existence même de l'aversion aux pertes. Ils sont partis de l'hypothèse qu'il s'agissait d'un mythe, et ont réalisé pendant la guerre en Irak, la première étude en temps réel jamais faite sur l'évolution de l'adhésion à une guerre. Leurs résultats montrent que les perspectives de succès sont la variable clé et que les Américains ne sont pas phobiques des pertes mais phobiques de la défaite<sup>92</sup>.

L'attention se concentre donc depuis longtemps sur l'impact des pertes militaires. Un ensemble d'études réalisées à partir de modèles sophistiqués en a toutefois réévalué l'effet. Le soutien de l'opinion ne diminue pas avec l'augmentation des pertes, mais parce que l'opinion commence à douter de la réussite de l'opération militaire ou de la légitimité des objectifs annoncés au départ. Les pertes subies ne sont pas, à elles seules, un facteur déterminant de l'érosion du soutien de l'opinion publique.

Mais malgré la congruence des résultats des recherches faites au cours de la dernière décennie, médias et experts continuent d'invoquer les pertes militaires comme cause essentielle de l'impopularité croissante d'une intervention.

Si les pertes à elles seules n'expliquent pas le changement d'attitude de la part de l'opinion publique, elles sont susceptibles de causer des dommages que ne mesurent pas les sondages. En effet, en France, la guerre en Afghanistan a révélé une divergence entre les perceptions des militaires et celles des Français au sujet des morts au combat, comme le montre l'analyse croisée de leurs représentations respectives.

## II. LES SENTIMENTS DES MILITAIRES

Progressivement mais inexorablement, à partir de la fin 2008, une idée s'est répandue au sein de la communauté militaire : les Français ne prêtaient pas suffisamment attention aux morts au combat. Les militaires se sont beaucoup exprimés sur ce sujet dans les blogs de défense, les revues spécialisées et les médias généralistes. Ce sentiment d'indifférence de la part des Français leur a été

---

<sup>90</sup> Hugh SMITH, « What Costs Will Democracies Bear? A Review of Popular Theories of Casualties Aversion », *Armed Forces & Society*, Summer 2005, vol. 31/4, p. 496.

<sup>91</sup> Charles A. MILLER, *Endgame For the West In Afghanistan?*, 2010, p. 9.

<sup>92</sup> Christopher GELPI, Peter D. FEAVAR, Jason REIFLER, « Success Matters. Casualty Sensitivity and the War in Iraq », *International Security*, vol. 30, n° 3, Winter 2005/06, p. 7–46.

Peter D. FEAVAR, Christopher GELPI, *Choosing Your Battles: American Civil-Military Relations and the Use of Force*, Princeton University Press, 2004.

d'autant plus difficile à admettre que l'investissement des militaires dans la mission en Afghanistan a été élevé.

### 1. *La guerre en Afghanistan : une expérience valorisée*

Après les années 1990 où les opérations de maintien de la paix de l'ONU avaient laissé un sentiment d'impuissance, les militaires français ont considéré que la mission en Afghanistan correspondait à l'idée qu'ils se faisaient de leur métier. La très grande majorité d'entre eux a donc cherché à être déployée en Afghanistan et à y retourner. Selon une enquête interne, plus de 90% des militaires interrogés déclaraient qu'avant de partir pour l'Afghanistan, ils avaient imaginé être tués ou blessés, mais qu'ils se sentaient prêts à affronter cette éventualité. Moins de 7% des soldats de retour d'une mission en Afghanistan n'étaient pas volontaires pour y retourner à cause du risque. 76% d'entre eux affirmaient au contraire être prêts à y repartir, cette mission ayant renforcé leur vocation.

La lecture des blogs et des articles publiés par les militaires rend compte de l'écart qui s'est creusé entre la perception, par les Français, d'un conflit dont le sens s'est perdu avec le temps, engendrant indifférence voire hostilité, et le sentiment des militaires d'effectuer une mission utile et positive, mais ignorée de leurs concitoyens et des médias.

On peut comprendre qu'avec une perception si positive de leur engagement en Afghanistan, les militaires aient perçu négativement ce qu'ils ont interprété comme de l'indifférence de la part de leurs concitoyens et en premier lieu, de la part des médias.

### 2. *Une perception négative de la couverture médiatique de la guerre*

Malgré la nette évolution de la couverture médiatique après 2008, la plupart des militaires sont restés négatifs envers les journalistes, se plaignant du traitement de l'intervention par les médias. Très peu d'études scientifiques ont été réalisées en France sur la relation entre les médias et les militaires depuis la fin de la guerre froide<sup>93</sup>. Récemment, une étude réalisée à l'IRSEM analyse de manière exhaustive la façon dont la télévision française a couvert les questions militaires entre 2000 et 2012<sup>94</sup>.

La couverture de la guerre en Afghanistan par la télévision doit être replacée dans le contexte plus large de la façon dont la télévision parle des militaires en général. Jusqu'à la fin des années 2000, la complexité de la mission et la cohérence globale de l'engagement des troupes françaises à l'intérieur et à l'extérieur du territoire n'apparaissaient pas à l'écran. Au contraire, la télévision renvoyait une image aux facettes multiples, mettant l'accent alternativement sur la sécurité, l'humanitaire ou la logistique<sup>95</sup>.

---

<sup>93</sup> Notamment depuis l'ouvrage de Bernard PAQUETEAU, *Grande Muette et petit écran*, Fondation pour les études de défense nationale, 1986.

<sup>94</sup> Bénédicte CHERON, *L'image des militaires français à la télévision, 2001-2011*, Etude de l'IRSEM, 2012 n°21, 129 p.

<sup>95</sup> Cf. Bénédicte CHERON op. cit., p. 111.

Le début des années 2000 a été marqué par un nombre important de reportages consacrés au recrutement, à l'intégration des jeunes et à la féminisation des forces, en réponse à la décision de s'orienter vers une armée professionnelle. Très peu d'autres informations sur des événements militaires apparaissent au cours de cette période. Cette vision fragmentée et ambiguë explique en partie le choc produit par l'embuscade d'Uzbin en août 2008<sup>96</sup>. Après cet événement, la couverture télévisée des questions militaires change considérablement. En 2009, 167 journalistes de 88 médias différents ont été envoyés en Afghanistan, un changement majeur par rapport aux années précédentes. Du personnel militaire dédié à la communication est dépêché sur le terrain et vient renforcer les équipes parisiennes. En ce qui concerne la couverture du déploiement des troupes françaises en Afghanistan, il y a clairement un avant et un après Uzbin.

Les reportages télévisés sur les morts au combat ont également changé après 2008 et, au contraire de ce qui est généralement déclaré par les officiers qui affirment que les chaînes de télévision annonçaient les décès des soldats dans les brèves en fin de journal télévisé, l'information a été de plus en plus précise. Entre 2009 et 2011, les journaux télévisés ont livré de plus en plus de détails lors de l'annonce de la mort d'un ou de plusieurs soldats : des informations sur les circonstances et le contexte, avec la plupart du temps, une interview d'un porte-parole militaire, des images du terrain, la déclaration du président de la République, des informations sur l'unité à laquelle appartenait le militaire tué, la photo du soldat mort et son nom, rappelant à chaque fois le nombre total de tués depuis le début de la guerre<sup>97</sup>. En ce qui concerne la couverture médiatique des cérémonies d'hommages, le temps consacré à la retransmission des cérémonies officielles n'a cessé de croître.

Cette étude exhaustive infirme l'idée partagée par les militaires d'une image négative de l'armée rapportée par la télévision. S'il est vrai que jusqu'en 2008, et en particulier juste après l'embuscade d'Uzbin, les médias n'avaient pas pris la mesure de la nature du conflit sur le terrain, ils ont complètement modifié leur gestion de la guerre en Afghanistan après cet événement<sup>98</sup>.

L'une des critiques formulées par les militaires concerne l'absence de référence à la guerre. Personne ne semblait assez courageux pour qualifier le conflit en Afghanistan de guerre, du moins jusqu'en 2009. On peut considérer que les médias ne faisaient que refléter les déclarations officielles sur la nature du déploiement de la FIAS et celles-ci ne faisaient aucune référence à la guerre. Ce n'est qu'après l'embuscade d'Uzbin que, très progressivement, le discours change, intégrant des termes tels que « combattant » au lieu de « soldat » dans les reportages sur la présence militaire française en Afghanistan<sup>99</sup>.

Enfin, un événement a contribué à altérer l'image des journalistes dans les armées et la relation entre les médias et les militaires. Deux journalistes, Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, travaillant pour la chaîne télévisée FR3, ont été pris en otage par les talibans et libérés en juin 2011, après dix-huit mois de captivité. Cet événement a alimenté un argumentaire selon lequel les médias s'intéressaient moins aux militaires tués qu'aux deux journalistes otages en Afghanistan. Il n'est pas question ici de la controverse sur les conditions dans lesquelles ces deux journalistes se sont

<sup>96</sup> Cf. Bénédicte CHERON op. cit., p. 111.

<sup>97</sup> Cf. Bénédicte CHERON op. cit., p. 79-83.

<sup>98</sup> Cf. Bénédicte CHERON op. cit., p. 70.

<sup>99</sup> Cf. Bénédicte CHERON op. cit., p. 94.

retrouvés en captivité, mais de la couverture médiatique au cours de la détention et de la libération des deux journalistes, qui a heurté les militaires comme en témoignent ces propos reflétant ce que pensait la majorité des militaires à cette époque : «Leurs immenses portraits pendaient de l'Arc de Triomphe, alors que nos camarades tombés pour leur pays n'avait que des communiqués de presse très courts entre la météo et les résultats des courses», « les cercueils des soldats arrivent sur le tarmac dans une indifférence totale alors que pendant ce temps, les médias se concentrent sur la libération des otages»<sup>100</sup>. La teneur des griefs exprimés par les militaires donne un aperçu du sentiment d'injustice ressenti. La perception d'une différence entre la large médiatisation de la captivité puis de la libération des otages et la couverture médiatique des morts au combat au moment même où le nombre de tués était en hausse a été très dommageable pour la perception des médias par les militaires.

### 3. *L'indifférence des Français vis-à-vis des morts au combat*

Les militaires, et surtout les officiers qui s'expriment davantage, partagent une opinion selon laquelle les Français eux-mêmes ne se soucient pas des militaires tués au combat puisqu'ils ne leur manifestent pas suffisamment leur reconnaissance et ne les honorent pas comme il conviendrait. Ils ont exprimé de plus en plus fréquemment, à partir de 2008, leur déception face à la désaffection de leurs concitoyens pour les morts en Afghanistan. Un tel sentiment a été principalement alimenté par la comparaison avec ce qui se passe à l'étranger au moment où les cercueils des soldats défunts sont rapatriés dans leur pays. La manière dont les populations des pays alliés honoraient leurs morts suscitait l'admiration des militaires français. Au Canada ou au Royaume-Uni, les citoyens étaient capables de manifester spontanément leur respect pour les militaires et leur soutien à leurs familles. Par opposition, les Français restaient sur la réserve. Le récit des «soldats oubliés » s'est répandu dans les blogs de défense et les articles publiés par les militaires.

La façon d'honorer les soldats morts varie selon les pays : au Royaume-Uni, les cercueils des soldats revenaient à l'époque sur la base aérienne de Lynehan, non loin de la ville de Wootton Bassett, où ils étaient accueillis par les anciens combattants et la population, avant de rejoindre la morgue d'Oxford. Le rituel était cependant récent, information qui ne figurait jamais dans les commentaires sur l'exemplarité des Britanniques. Aux États-Unis, les corps étaient rapatriés sur la base de Dover, et c'est seulement en 2009 que le président Obama a permis aux médias de publier des images de cercueils, interdites depuis la première guerre du Golfe. Il a lui-même participé pour la première fois à une cérémonie de retour en octobre 2011. Au Canada, la section de l'autoroute qui relie la base aérienne où atterrissent les avions transportant les cercueils et le bureau du coroner<sup>101</sup> à Toronto a été rebaptisé « autoroute des héros» et la population se range sur les ponts le long des cent kilomètres pour rendre un dernier hommage aux soldats. Dans les cas britannique et canadien, les

---

<sup>100</sup> Cf. Olivier KEMPF, « Libération d'otages MAJ », *EGEA blog*, 30 juin 2011 ;

Romain MIELCAREK « Leur mort leur appartient », *Actudéfense*, 21 juillet 2011 ;

Romain MIELCAREK, « Petite histoire de journalistes, d'otages, de héros et de vautours », *Alliance géostratégique*, 6 juillet 2011 ;

Jean-Dominique MERCHET, « Le traitement médiatique de la libération des otages suscite une vive émotion chez les militaires », *Secret Défense*, 2 juillet 2011.

<sup>101</sup> Au Canada, le Coroner est un officier public nommé par le gouvernement qui intervient pour certains types de décès violents ou suspects.

cérémonies sont aussi ardentes que récentes. Au Canada, elles remontent à 2007, date du retour du premier soldat canadien mort au combat.

En ce qui concerne les hommages, comme dans beaucoup d'autres domaines, il ne faut pas magnifier les pratiques observées à l'étranger sans se référer aux conditions dans lesquelles elles sont nées. Les pays cités en exemple par les militaires français n'ont institutionnalisé ces cérémonies d'hommage citoyen que très récemment. On ne peut déclarer, comme nombre de militaires le font, que les Anglais sont plus solennels et manifestent mieux leur soutien que les Français. Si ces cérémonies semblent ancrées, c'est que le Canada et le Royaume-Uni ont connu de très nombreuses pertes avant que le contingent français n'ait eu à faire face à ses premiers morts<sup>102</sup>.

En France, depuis 2010, le cortège amenant les cercueils des soldats de l'aéroport de Roissy est honoré sur le pont Alexandre III, avant d'entrer dans l'Hôtel national des Invalides, où sont rendus les derniers hommages nationaux. Cet hommage silencieux a rassemblé un nombre croissant de personnes à partir de 2010.

#### 4. *La perte du sens de la mort au combat*

L'embuscade d'Uzbin a fait naître un débat à propos du sens de la mort au combat et du sacrifice, qui a pris successivement deux formes : la première a concerné la forme prise par le traitement des morts de l'embuscade d'Uzbin, la seconde a progressé en même temps qu'augmentait le nombre des militaires tués et que s'érodait le soutien à l'intervention militaire.

Les morts d'Uzbin ont pris tout le monde au dépourvu. Peu préparés, les responsables politiques, et le chef des armées en premier lieu, ont pris l'option de traiter cet événement probablement comme les communicants leur ont conseillé : ils ont fait se déplacer les familles en Afghanistan, comme la pratique s'est désormais répandue pour les victimes d'un tragique accident aérien. Les médias ont mis l'accent sur la jeunesse des soldats et les ont traités comme de jeunes victimes, mortes beaucoup trop tôt. Danièle Hervieu-Léger, dans une interview qui a fait date car son analyse a été largement reprise depuis, qualifiait ce processus de privatisation de la mort<sup>103</sup> : en traitant les morts au combat comme des accidentés de la route, on réduisait le sens de la mort au combat à un fait divers dramatique<sup>104</sup>. Elle rappelait à l'occasion la définition d'un fait divers : fait privé qui devient public du fait de sa médiatisation. Or, justement, la mort au combat n'est pas une mort ordinaire, elle n'est en rien une mort privée car elle s'inscrit dans le récit collectif des citoyens qui ont donné leur vie pour la nation.

A ce premier débat sur le processus rendant compte de la mort au combat comme une mort tragique de fait divers, s'est progressivement rajouté le débat né du sentiment de la mort inutile. Avec les interrogations sur la présence française en Afghanistan s'est amplifié le sentiment que les soldats y

---

<sup>102</sup> En août 2008, date de l'embuscade d'Uzbin, les Britanniques avaient perdu 110 militaires en Afghanistan.

<sup>103</sup> « La mort au combat disparaît derrière le fait divers », interview de Danièle HERVIEU-LEGER par Jean-Dominique MERCHET, *Libération*, 12 septembre 2008, [http://www.liberation.fr/france/2008/09/12/afghanistan-la-mort-au-combat-disparait-derriere-le-fait-divers\\_79994](http://www.liberation.fr/france/2008/09/12/afghanistan-la-mort-au-combat-disparait-derriere-le-fait-divers_79994)

<sup>104</sup> Danièle HERVIEU-LEGER, op. cit.



mouraient « pour rien », puisque cette guerre n'était pas « la nôtre ». Que les médias ou les opposants à la guerre avancent de tels arguments n'est pas illégitime. Que les responsables politiques qui ont décidé d'intervenir en engageant les armées au nom de tous les Français ne répondent pas par un discours sans ambiguïté a permis à ces interrogations de perdurer, donnant aux militaires l'impression que le sens de leur sacrifice n'était plus partagé par les Français.

Sans doute a manqué à ce moment-là un discours univoque mettant l'accent sur le fait que le combat auquel se livre le soldat participe d'un dessein collectif<sup>105</sup>, que chaque mort de soldat appartient à la longue liste de ceux qui ont donné leur vie pour la défense de la nation. Des discours réaffirmant le sens de l'engagement et du sacrifice des militaires à d'autres moments que lors des cérémonies d'hommage, ont sans aucun doute fait défaut. Seuls les militaires s'en sont chargés<sup>106</sup>, ce qui n'a pu que renforcer leur sentiment d'isolement. Au lieu de cela, seul le discours sur la mort inutile s'est propagé, jusqu'au sein de certaines familles de militaires.

### ■ LES RELATIONS ARMEES-SOCIETE A L'EPREUVE DE LA GUERRE

Une intervention militaire de l'ampleur et de la durée de la guerre en Afghanistan représente une épreuve pour les relations entre les armées et la société, phénomène social souvent commenté et jugé, rarement objectivé. On peut considérer que l'intervention militaire en Afghanistan a mis en évidence une contradiction de taille : les militaires peuvent être bien intégrés dans la société, jouir d'une excellente réputation et se sentir toutefois négligés et incompris.

En France, l'institution militaire est perçue de manière très positive. Les Français sont disposés à soutenir les interventions militaires et cela a été le cas pour l'intervention militaire en Afghanistan jusqu'en 2009. Si les Français se sont majoritairement opposés à la guerre en Afghanistan après cette date, on observe que l'engagement s'est poursuivi et que les troupes n'ont été retirées qu'à la fin de l'année 2012, soit trois années après que la guerre soit devenue impopulaire. D'une manière générale, le pic des effectifs de la FIAS a correspondu avec le pic d'impopularité de l'intervention auprès de l'opinion publique dans tous les pays, ce qui n'est pas sans soulever bien des interrogations.

La France est un pays dans lequel l'intervention militaire en Afghanistan n'a pas eu de répercussion sur la politique interne comme cela a été le cas dans d'autres pays comme les Pays-Bas où le gouvernement a dû démissionner quand il a été mis en minorité au sujet de l'intervention en Afghanistan.

---

<sup>105</sup> François SUREAU, « Voici donc la guerre », *Le Figaro*, 22 août 2008.

<sup>106</sup> Cf. l'article de Christophe PRAZUCK, « L'armée, la démocratie et le sacrifice d'un soldat », *Le Monde*, 20 juillet 2011. Dans cet article, l'amiral explique la confusion faite entre les objectifs politiques d'une guerre et le sens de l'engagement militaire : « un commando de marine tué au combat ne meurt pas pour l'Afghanistan, les droits de l'homme ou des intérêts stratégiques. Il meurt pour la France... Un militaire qui meurt au combat meurt toujours pour la France ».

En outre, les interventions militaires décidées depuis n'ont pas eu à souffrir de l'érosion du soutien à l'intervention en Afghanistan puisque le soutien aux interventions décidées depuis est redevenu élevé, et a atteint des scores jamais vus auparavant, notamment en ce qui concerne l'intervention au Mali.

### **I. SOUTIEN AUX SOLDATS *VERSUS* SOUTIEN AUX OPERATIONS MILITAIRES, UNE DISTINCTION INEXISTANTE EN FRANCE**

En revanche, la guerre en Afghanistan a révélé le décalage entre la reconnaissance que les militaires attendent et celle, très faible, qu'ils estiment recevoir. Un tel phénomène a pu prendre racine en France parce que la différence entre le soutien de l'opinion publique aux militaires et le soutien à la mission qu'ils accomplissent n'a pas cours comme au Royaume-Uni par exemple. Par conséquent, l'impopularité croissante de la guerre en Afghanistan a alimenté l'idée selon laquelle les soldats y mouraient pour rien, alors que les deux phénomènes auraient pu être disjoints.

Au Royaume-Uni, les responsables politiques et militaires se sont inquiétés assez tôt des dommages que pourrait causer aux relations entre civils et militaires la désapprobation croissante de l'engagement des Britanniques pour la guerre en Afghanistan et en Irak. L'impopularité de ces deux conflits pouvait à terme diminuer le respect de la population envers ses militaires ou provoquer une diminution du vivier de recrutement, les jeunes se détournant d'un métier perdant de sa reconnaissance. En outre, on pouvait craindre que les militaires soient confrontés à l'hostilité de leurs compatriotes au moment de leur reconversion dans le civil.

Une enquête établit que 83% des Britanniques ont une opinion positive de leur armée, que 95% d'entre eux la respectent, que 58% estiment que le Royaume Uni a eu tort d'envoyer ses troupes en Irak et que 48% pensent la même chose au sujet de l'Afghanistan<sup>107</sup>. Les Britanniques ont rajouté une dimension à leur enquête, jamais évaluée en France : le soutien aux soldats qui ont récemment servi en Irak ou en Afghanistan. Il apparaît que 91% des Britanniques déclarent soutenir les militaires déployés en Afghanistan et 94% soutiennent ceux qui ont été déployés en Irak, quel que soit par ailleurs leur avis sur l'intervention en question. Un tel résultat porte à lui seul deux enseignements : d'une part, les Britanniques ont établi dans leurs enquêtes une distinction riche d'enseignement ; d'autre part, l'impopularité d'une mission peut ne pas déteindre sur ceux qui l'accomplissent. L'attitude de l'opinion envers les engagements en Irak et en Afghanistan n'a pas eu d'incidence négative sur la considération portée au personnel militaire<sup>108</sup>. Cela n'a pas été le cas en France, ou du moins, il est impossible de mesurer objectivement le soutien des Français aux militaires déployés, faute d'instruments de mesure.

---

<sup>107</sup> British Social Attitudes 29. Armed Forces, Natcen Social Research.

<sup>108</sup> En tout cas, devant un tel risque, le gouvernement a préféré légiférer en faisant adopter le *Military Covenant*.

## II. UN SENTIMENT D'ABANDON CHEZ LES MILITAIRES

La crainte d'un fossé se creusant entre les militaires et la société est une préoccupation qui a émergé depuis la professionnalisation des armées décidée en 1996. La désagrégation des liens entre la société et son armée est considérée par certains comme la conséquence inéluctable de la suspension de la conscription parce que le système militaire français est perçu comme l'incarnation de la nation en armes.

Jusqu'à nos jours, l'existence d'un tel fossé ne peut être avérée objectivement, faute d'études. Toutefois, la distance créée par une représentation aussi opposée du sens donné à la mort au combat et le sentiment d'une désaffection de la population pour son armée, largement diffusé au sein de l'institution militaire ne peuvent qu'avoir des conséquences négatives sur les relations entre la société et ses militaires et sur le moral des militaires. Les soldats, qui risquent leur vie au nom d'une décision politique ont besoin du soutien de leurs concitoyens.

S'il est établi que les pertes militaires ne sont pas la cause directe de l'érosion du soutien de l'opinion pour la guerre, elles ont nuit à la relation entre les Français et les militaires, au moins au niveau du corps des officiers qui scrutent les attitudes des Français envers les militaires en général et envers les troupes françaises en intervention en particulier.

Le risque n'est pas tant que la désaffection de la population altère le moral des soldats déployés en Afghanistan parce que le moral au combat dépend de nombreux autres facteurs. Les soldats sur le terrain ne se soucient pas en priorité de l'opinion de la population tant qu'ils ont confiance en leurs chefs militaires, qu'il y a de la cohésion au sein de leurs unités et qu'ils reçoivent un équipement adéquat pour combattre. Leurs familles sont plus sensibles à l'attitude des Français et dans les dernières années de la guerre, les conjoints et les familles des soldats qui se battaient en Afghanistan ont exprimé de plus en plus fréquemment leurs propres doutes sur l'utilité de ces morts face à l'indifférence des Français.

Si les Français ne perçoivent pas les soldats comme étant déployés au nom de la nation, pour défendre ses intérêts et ses idéaux, ils pourraient, à terme, les considérer comme des mercenaires, payés pour aller à la guerre et pour y mourir. Cette vision a gagné en intensité au cours des dernières années de la guerre en Afghanistan. De plus en plus de gens ont estimé que, pour celui qui a choisi d'être militaire dans une armée professionnalisée, mourir à la guerre n'était rien de plus qu'un risque professionnel.

Si, au niveau décisionnel, le cours de l'intervention militaire en Afghanistan n'a été influencé par les pertes militaires qu'à la toute fin, les relations entre les militaires et la société ont, quant à elles, subi des dommages qui, s'ils ne sont pas irréversibles, sont significatifs et révélateurs.

### ■ CONCLUSION

Cette étude sur l'évolution de l'opinion publique française à l'égard de la guerre en Afghanistan s'est attachée à expliquer les raisons qui ont conduit à une baisse inéluctable du soutien des Français alors même que la France présentait certaines caractéristiques la distinguant des autres pays européens participant à la coalition. Ces caractéristiques auraient du engendrer un appui plus persistant. Car même si on observe des tendances communes dans l'évolution de l'opinion publique des pays européens participant à la guerre, le déclin du soutien dans chaque pays a eu des origines particulières et son propre tempo.

Après quelques décennies d'études conduites sur les facteurs qui contribuent à l'érosion du soutien de l'opinion publique à une intervention militaire, il s'est avéré qu'il n'y a pas de cause unique qui explique l'impopularité lorsqu'elle se manifeste. La déconvenue de l'opinion est un phénomène provoqué par des facteurs en interaction les uns avec les autres.

Deux dimensions ont été particulièrement examinées dans cette étude : les récits justifiant l'intervention et les pertes militaires, l'une et l'autre étant considérées, dans la littérature scientifique anglo-saxonne, comme des facteurs à prendre en compte dans l'analyse de l'évolution des opinions publiques envers un conflit dans lequel des militaires de leur pays sont impliqués.

Les *narratives* ou récits officiels, relayés par les médias, sont les instruments de la diffusion des arguments qui légitiment l'intervention. Ils sont fondamentalement orientés vers l'opinion publique. En concourant à justifier la guerre, ils devraient permettre de prévenir la désaffection de l'opinion, surtout au moment où les pertes deviennent trop importantes ou lorsque le succès n'est plus certain. L'analyse des récits justifiant la guerre en Afghanistan montre que ces derniers ont été déficients. La France paraissait présenter de nombreux atouts pour construire des récits persuasifs. Cela n'a pourtant pas été le cas. L'inadéquation des récits a contribué à l'incompréhension des Français et s'est traduite en une lente mais inexorable désapprobation.

Le rôle joué par les pertes militaires a été quelque peu relativisé depuis des études récentes sur les cas de la guerre en Irak et en Afghanistan. A elles seules, les pertes n'expliquent pas la baisse du soutien de l'opinion, mais elles sont d'autant moins bien tolérées que les objectifs à atteindre sont mis en échec et que le succès s'avère inaccessible.

Si habituellement on considère les pertes militaires surtout sous l'angle de leur effet sur la décision de retrait des troupes car elles contribuent à rendre l'intervention impopulaire, le cas français met en évidence un autre phénomène jusqu'à présent négligé dans les études sur l'impact des pertes. Ce ne sont pas les pertes en elles-mêmes mais leur traitement médiatique insuffisant joint au désintérêt de l'opinion qui a eu des effets négatifs.

L'étude a montré que la société peut exprimer une opinion positive de son armée et lui faire confiance, mais que néanmoins les militaires peuvent avoir le sentiment de ne pas être suffisamment soutenus. La France est confrontée à une situation contradictoire dans laquelle même si l'image des

armées n'a jamais été aussi positive, les militaires considèrent que leurs concitoyens sont indifférents à leur sort et cela est particulièrement préoccupant quand les militaires meurent au combat.

L'intervention militaire en Afghanistan a exacerbé l'incompréhension autour de certaines valeurs fondamentales des militaires. Les débats qui se sont multipliés à partir de 2009 sur la légitimité de la guerre et le sens du sacrifice sont, à ce titre, éclairants. Des soldats meurent pour leur pays et une majorité de l'opinion finit par considérer qu'ils meurent pour rien. Cette idée d'une guerre inutile a été utilisée dans les contre-récits des opposants à la guerre.

Il n'est pas illégitime d'estimer qu'une intervention militaire est vaine. Mais dès lors, le risque est pris de délégitimer ceux qui y prennent part. La guerre en Afghanistan a révélé une faille potentielle entre la société et son armée. Elle a contribué à ancrer chez les militaires le sentiment de leur non-reconnaissance. Si on peut aisément envisager que le temps de paix éloigne les individus de la préoccupation d'avoir à défendre les valeurs et les intérêts de la nation, on aurait pu imaginer que la guerre rapprocherait civils et militaires.

Les morts au combat, en plus de la douleur qu'ils provoquent au sein des familles et des régiments qui subissent les pertes peuvent avoir un effet nuisible sur la confiance, un sentiment fondamental entre les militaires et la société qu'ils défendent. Une telle déficience porte en elle les germes d'un confinement moral.

➤ **BIBLIOGRAPHIE**

- Assemblée Nationale, *Débat et vote sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan*, Première séance du 22 septembre 2008, [http://www.assemblee-nationale.fr/13/cri/2007-2008-extra2/20082001.asp#P94\\_5554](http://www.assemblee-nationale.fr/13/cri/2007-2008-extra2/20082001.asp#P94_5554) : 20/09/2010.
- Assemblée européenne de sécurité et de défense, Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, *Afghanistan : expliquer à l'opinion publique les raisons d'une guerre*, Document A/2070, 16 juin 2010.
- Assembly of Western European Union, *Changing Perceptions of Terrorism in Public Opinion and Media*, 2006, A/1949 : [http://www.assemblyweu.org/en/documents/sessions\\_ordinaires/rpt/2006/1949.php](http://www.assemblyweu.org/en/documents/sessions_ordinaires/rpt/2006/1949.php) :21/09/2010
- Bigo D., « Les attentats de 1986 en France: un cas de violence transnationale et ses implications (partie 1) », *Cultures & Conflits*, 1992, n°4. <http://conflits.revues.org/index129.html> : 22/09/2010.
- Boswell Ch., Geddes, A., and Scholten, A., "The Role of Narratives in Migration Policy-Making: A Research Framework", *British Journal of Politics and International Relations*, 2011, vol. 13, Issue 1, p. 1-11. <Doi: 10.1111/j.1467-856X.2010.00435>: 12 novembre 2012.
- Bottici Ch., 2010. « Narratives », *Encyclopedia of Political Theory*, Mark Bevir (ed.), Sage, 2010, pp. 920-21. <<http://www.uk.sagepub.com/books/Book231988>> : 7 March 2012.
- Burnstein P., « The Impact of Public Opinion on Public Policy: a Review and an Agenda », *Political Research Quarterly*, 2003, vol. 56, n°1, p. 29-40.
- Callahan K., Dubnick M.J. and Olshfski D., "War Narratives: Framing Our Understanding of the War on Terror", *Public Administration Review*, 2006, vol. 66, n°4, p. 554-568.
- Chéron B., *L'image des militaires français à la télévision. 2001-2011*, Études de l'IRSEM, 2012, n°21. <http://www.defense.gouv.fr/content/download/189798/2092015/file/Etude%2021-%202012.pdf> : 23 Juin 2013.
- Coelmont J., 2012. "An EU Security Strategy: An Attractive Narrative", *Security Policy Briefs*, Egmont Royal Institute for International Relations, n°34, < <http://www.egmontinstitute.be/papers/12/sec-gov/SPB34.pdf>> : 18 January 2012.
- Crenshaw M., « Counterterrorism Policy and the Political Process », *Studies in Conflict and Terrorism*, 2001, vol 24, n°5, p.329-338.
- Darricau G., 2011. "Le conflit Afghan et l'opinion publique française", *Cahiers de l'Enseignement Militaire Supérieur*, n°6, <http://81.80.140.25/flora/servlet/LoginServlet> : 23 November 2011.

- DICOD (Direction de l'information et de la communication de Défense) *Les Français et la défense, 15 ans de sondages*, Paris, DICOD, Analyses et Références, 2007.
- Eichenberg R. V., « Citizen Opinion on Foreign Policy and World Politics », *Oxford Handbooks Online*. 2009-09-02. Oxford University Press. Date of access 11 Mar. 2013, <<https://www-oxfordhandbooks-com.acces-distant.sciences-po.fr/view/10.1093/oxfordhb/9780199270125.001.0001/oxfordhb-9780199270125-e-020>>.
- Everts Ph. Sinnott R., « Opinion publique, défense européenne et intervention militaire », *Revue Internationale et stratégique*, 2002/4, n°48, p. 147-158.
- Everts Ph. and Isernia P. (eds.), *Public Opinion and the International Use of Force*, Routledge-ECPR, 2001.
- Everts Ph., *Democracy and Military Force*, Palgrave, 2002
- Freedman L. Networks, Culture and Narratives, *The Adelphi Papers*, 45 :379, 2006, p. 11-26. <https://web-a-ebSCOhost-com.acces-distant.sciences-po.fr/ehost/detail?vid=3&sid=40c4bf68-45d5-45b7-9b17-00aaf13dc508%40sessionmgr4004&hid=4204&bdata=JnNpdGU9ZWlhvc3QtbGl2ZQ%3d%3d>
- Gelpi Ch., Feaver P.D. , Reifler J., « Success Matters. Casualty Sensitivity and the War in Iraq », *International Security*, 2005, vol. 30, n°3, p. 7-46.
- Feaver P., Gelpi Ch., *Choosing your Battles. American Civil-Military Relations and the Use of Force*, Princeton University Press, 2004.
- Goya M., 2011. « La situation militaire en Afghanistan dans une impasse », *Questions Internationales*, n° 50, pp. 37-45.
- Guerre et opinion publique, 2010, *Inflexions*, n°14, pp. 7-123.
- Hadjer M. and Laws D., « Ordering Through Discourse », *The Oxford Handbook of Public Policy*, Moran M, Rein M, Goodin R.E. (Eds), 2008, p. 251-268.
- Hervieu-Léger D., « Afghanistan : la mort au combat disparaît derrière le fait divers », *Libération*, interview avec Jean-Dominique Merchet, jeudi 22 janvier 2008.
- Holsti O., *Public Opinion and American Foreign Policy*, revised ed. The Michigan University Press, 2004.
- Jankowski B., « Les relations armées-société au prisme de la guerre en Afghanistan », *Revue Défense Nationale*, 2014, n° 767, p. 46-51.
- Jankowski B., 2013. *War Narratives in a World of Information Age*, IRSEM, Paris Paper n°8, <http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/paris-papers/paris-papers>.

- Jankowski B. "The Impact of Military casualties on Civil-Military Relations in France", University of Reading, Conference on "Soldiers Within Society," 20-21 September 2012.
- Jankowski B., « War Narratives in a World of Global Information Age. France and the War in Afghanistan », ISA 53rd Annual Convention of the International Studies Association, San Diego, 1-4 April 2012.
- Jankowski B., "French Public Support for Military Operations: the Challenge of the War in Afghanistan" in *Security and the Military between Reality and Perception*, Malesic, M., Kuemmel, G. (eds.), Baden-Baden, NOMOS, 2011.
- Jankowski B., "The War in Afghanistan : Challenges to Public Opinion and Domestic Policies in France", 52nd Annual Convention of the International Studies Association, Montréal, 16-19 March 2011.
- Jankowski B., "Public Support for the War in Afghanistan in NATO Nations", Conférence Interalliée des Officiers de Réserve, séminaire annuel, Wesseling, 6-9 février 2011.
- Jankowski B., « Opinion publique et opérations extérieures », *Revue Défense Nationale*, 2010, n°727, p.35-42.
- Jankowski B., « L'opinion publique et les pertes en opérations », *La Lettre de l'IRSEM* n°7, 2010.
- Jankowski B., "From Fear of Terrorism to War Casualties in Afghanistan. New Challenges and New Stakes in French Civil-Military Relations", 47th conference of the Inter University Seminar on Armed Forces and Society, Chicago, October 2009.
- Jankowski B., "Public Support for the Military and their Missions: the French Case", Seminar of the European Research Group on Armed Forces and Society (ERGOMAS), Stockholm, June 2009.
- Jones M.D. and McBeth, 2010. "A Narrative Policy Framework: Clear Enough to Be Wrong?", *Policy Studies Journal*, vol. 38, n°2, pp. 329-353.
- King A., *The Transformation of Europe's Armed Forces: from the Rhine to Afghanistan*, Cambridge University Press, 2011.
- Kuemmel G. and Leonhard N., « Casualties and Civil-Military Relations: the German Polity Between Learning and Indifference », *Armed Forces & Society* 31, n° 4, (2005): 513-535.
- La Balme N., *Partir en guerre*, Autrement, 2002.
- Leichter-Flack F., "L'opinion publique française et la guerre en Afghanistan. Enjeux de perception, enjeux de communication », *La vie des idées.fr*, publié le 1 mars 2010, ISSN : 2105-3030. Available at : <<http://www.laviedesidees.fr/L-opinion-publique-francaise-et-la.html>> (Accessed 21 January 2012).



- Lorell M.A., Kelley Ch. T and Hensler D.R., 1985. Casualties, public Opinion and Presidential Policy During the Vietnam War, Rand, R-3060-AF, Available at <<http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/reports/2007/R3060.pdf>>, (Accessed 23 January 2012).
- McBeth M. K., Shanahan E. A., Arnell R. J. and Hathaway P. L., 2007. "The Intersection of Narrative Policy Analysis and Policy Change Theory". *Policy Studies Journal*, vol. 35, n°1, pp. 87–108. Available at <doi: 10.1111/j.1541-0072.2007.00208.x> (Accessed 24 November 2011).
- McComas K. and Shanahan J., 1999. "Telling Stories About Global Climate Change: Measuring the Impact of narratives on Issues Cycles", *Communication Research* 1999 26:30:30657. Available at <Doi: 10.1177/009365099026001003>, (Accessed 22 November 2011).
- Miller C.A., "Endgame for the West in Afghanistan? Explaining the decline in Support for the War in Afghanistan in the U.S., Great Britain, Australia, France and Germany", 2010. Strategic Studies Institute, Available at <<http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/files/pub994.pdf>> (Accessed 5 April 2011).
- Miskimmon A., O'Loughlin B., Roselle L., 2012. "Forging the World, Strategic Narratives and International Relations", Centre for European Politics / New Political Communications Unit, <http://newpolcom.rhul.ac.uk/storage/Forging%20the%20World%20Working%20Paper%202012.pdf> : December 2012).
- Morrill R., *Strategic Thinking*, 2010. Political and Civil Leadership, Couto R.A. (ed.), Thousand Oaks, CA, Sage, pp. 937-45, Sage Reference Online, available at <<http://knowledge.sagepub.com/view/civicleadership/n105.xml>>, (Accessed 7 March 2012).
- Mueller John E. 1973. *War, Presidents and Public Opinion*, Joh Wiley.
- NatCen Social research, *British Social Attitudes 29*. 2012 Edition. Armed Forces. <http://www.bsa-29.natcen.ac.uk/read-the-report/armed-forces/introduction.aspx>,
- Nowlin M. C. (2011), "Theories of the Policy Process: State of the Research and Emerging Trends." *Policy Studies Journal*, 39, pp.41–60. Available at <doi: 10.1111/j.1541-0072.2010.00389\_4.x> (Accessed 25 November 2011).
- O'Brien Kevin A., "France case study", In: Von Hippel Karin (ed.), *Europe confronts terrorism*, New York, Palgrave Macmilan, 2005, p.19-42.
- Radaelli C.M., "Logiques de pouvoir et récits dans les politiques publiques de l'Union européenne", *Revue française de science politique*, 2000, n°2, p. 255-278.
- Radaelli C.M., « Récits (*Policy Narrative*) », *Dictionnaire des politiques publiques*, Boussaguet L., Jacquot S., Ravinet P., (eds.), 2010, 3e ed., Les Presses de Sciences Po.

- Ringsmose J. and Borgesen B.K. 2011. "Shaping Public Attitudes Towards the Deployment of Military Power: NATO, Afghanistan and the Use of Strategic Narratives", *European Security*, vol. 20, n°4, pp. 505-528.
- Roe E., *Narrative Policy Analysis, Theory and Practice*, 1994, Duke University Press.
- Royal B., *La guerre pour l'opinion publique*, Economica, 2012.
- Schram F.S. and Neisser Ph.T., (Eds.), 1997. *Tales of the State, Narrative in Contemporary U.S. Politics and Public Policy*, Rowman & Littlefield Publishers.
- Schu Adrien, Adhésion de l'opinion publique aux interventions militaires, note du CICDE/RED, 18 juin 2013.
- Shanahan, E. A., Jones, M. D. and McBeth, M. K., 2011. "Policy Narratives and Policy Processes" *Policy Studies Journal*, vol. 39, n°3, pp. 535–561, <doi: 10.1111/j.1541-0072.2011.00420.x> : 23 February 2011).
- Shanahan E., McBeth M. K. and Hathaway P., 2011. "Narrative Policy Framework: The Influence of Media Policy Narratives on Public Opinion", *Politics and Policy*, vol. 39, issue 3, pp. 373-400, <Doi: 10.1111/j.1747-1346.2011.00295.x> : 23 February 2012.
- Smith H. « What Costs Will Democracies Bear? A Review of Popular Theories of Casualty Aversion », *Armed Forces & Society*, 2005, vol. 31, n°4, p. 487-512.
- Sobel R., *The Impact of Public Opinion on U.S. Foreign Policy Since Vietnam : Constraining the Colossus*, Oxford University Press, 2001.
- Stone D., "Causal Stories and the Formation of Policy Agendas", *Political science Quarterly*, 1989, vol. 104 n°2, p. 281-300.
- Stone D., *Policy Paradox. The Art of Political decision Making*, New York W.W. Norton and Company, 2002, revised ed.
- Sutton R., The policy Process, an Overview, Overseas Development Institute, August 1999, Working paper 118, 35 pages, Available at: <<http://www.odi.org.uk/resources/docs/2535.pdf>> (Accessed 18 November 2012).
- Verluise P., « Les opinions publiques européennes face à la guerre d'Afghanistan », IRIS, *Actualités Européennes*, n°36, septembre 2010.
- Vinson T. McDonnell D. n.d. "War Narratives" Available at <[http://sydney.edu.au/education\\_social\\_work/research/publications/resources/vinson-mcdonnell-war-narratives.pdf](http://sydney.edu.au/education_social_work/research/publications/resources/vinson-mcdonnell-war-narratives.pdf)> : 27 February 2012).
- Western J., "The War over Iraq: Selling War to the American Public", *Security Studies*, 2005, vol. 14, n°1, p. 106-139.

- Yanov D., "Narrative Theory", *Encyclopedia of Governance*, Bevir, M., (eds.), Sage Publication, Inc, 2007, p. 586-588, Available at <<https://access-distant.sciencespo.fr/http/knowledge.sagepub.com/view/governance/n337.xml>> : 23 November 2012.

➤ **TABLE DES MATIERES**

■	<b>SYNTHESE .....</b>	<b>6</b>
■	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>8</b>
■	<b>LES TROUPES DE L'OTAN EN AFGHANISTAN.....</b>	<b>10</b>
I.	<b>L'évolution de la mission sur le terrain .....</b>	<b>10</b>
1.	2001-2002 .....	10
2.	2003-2007 .....	11
3.	2008-2010 .....	11
4.	2011-2014 .....	11
II.	<b>Les pertes militaires .....</b>	<b>12</b>
■	<b>L'OPINION PUBLIQUE ET LA GUERRE EN AFGHANISTAN .....</b>	<b>13</b>
I.	<b>En France, image positive des armées et consensus sur les OPEX .....</b>	<b>13</b>
1.	Une image positive de l'armée dans la société française .....	13
2.	Les Français favorables aux interventions militaires .....	14
II.	<b>Les opinions publiques européennes et le soutien à l'intervention en Afghanistan .....</b>	<b>15</b>
III.	<b>Les Français et la guerre en Afghanistan : du fort soutien à sa complète érosion.....</b>	<b>17</b>
1.	2001-2006 .....	17
2.	2007 à août 2008 .....	17
3.	Août 2008-2012 .....	18
■	<b>LES FAILLES DES RECITS JUSTIFIANT L'INTERVENTION .....</b>	<b>20</b>
I.	<b>Définition, usages et utilité du concept de <i>narratives</i> .....</b>	<b>21</b>
1.	Définition .....	21
2.	Le récit dans l'analyse des politiques publiques .....	21
3.	Récits stratégiques et récits de guerre .....	23
4.	Comment fonctionnent les récits ?.....	23
II.	<b>En France : un contexte favorable à la construction d'un récit convaincant .....</b>	<b>24</b>
III.	<b>Des éléments insuffisamment pris en compte .....</b>	<b>26</b>
1.	Objectifs réévalués, mission double et récits invariables .....	27
2.	Les progrès sur le terrain insuffisamment mis en valeur .....	28
3.	La difficulté à nommer la guerre.....	29
4.	L'utilisation de la réintégration dans l'OTAN dans les contre-récits.....	30
5.	Intervention multinationale et besoin d'un récit national.....	31

■	<b>L'IMPACT DES PERTES MILITAIRES.....</b>	<b>34</b>
I.	<b>Un état de l'art.....</b>	<b>34</b>
II.	<b>Les sentiments des militaires .....</b>	<b>35</b>
1.	La guerre en Afghanistan : une expérience valorisée .....	36
2.	Une perception négative de la couverture médiatique de la guerre.....	36
3.	L'indifférence des Français vis-à-vis des morts au combat .....	38
4.	La perte du sens de la mort au combat .....	39
■	<b>LES RELATIONS ARMEES-SOCIETE A L'EPREUVE DE LA GUERRE.....</b>	<b>40</b>
I.	<b>Soutien aux soldats <i>versus</i> soutien aux opérations militaires, une distinction inexistante en France.....</b>	<b>41</b>
II.	<b>Un sentiment d'abandon chez les militaires.....</b>	<b>42</b>
■	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>43</b>

# OPINION PUBLIQUE ET ARMEES A L'EPREUVE DE LA GUERRE EN AFGHANISTAN

Cette étude analyse la manière dont l'opinion publique a réagi au cours des treize années qu'a duré l'intervention militaire en Afghanistan, en comparant l'évolution de l'opinion française à celle des principaux pays de l'Alliance. Elle rappelle les raisons généralement invoquées pour expliquer la baisse du soutien de l'opinion à une intervention militaire, en s'attardant plus particulièrement sur les récits justifiant la guerre (les *war narratives*), objets de l'attention des sciences sociales depuis quelques années et sur les pertes militaires. En ce qui concerne les relations armées-société, la guerre en Afghanistan a révélé un sentiment d'abandon chez les militaires, alors même que les Français ont une perception extrêmement positive des armées et de leurs missions extérieures.

**Barbara JANKOWSKI**

*Responsable de Programme Défense et société*



École Militaire  
1, place Joffre – Case 38 - 75700 Paris SP 07  
<http://www.defense.gouv.fr/irsem>